

Discours de Ludo Martens, président du PTB

L'Europe 1993:

Aujourd'hui, les anciens du Goulag règnent en Russie

Vous avez tous entendu parler du Goulag, ces camps de travail en Sibérie, du temps de Staline. Vous avez appris que c'était terrible. Que de nombreux innocents y ont souffert le martyre. Aujourd'hui, la chance a tourné, les anciens du Goulag sont au pouvoir. Tout le monde en Belgique s'en est félicité, sauf le PTB.

C'est à ses fruits qu'on connaît l'arbre. Les actes des nouveaux tenants du pouvoir nous donnent pour la première fois une idée précise qui étaient ces victimes de la «terreur stalinienne».

En 1992, dans les pays baltes, le produit national brut a diminué de 25 à 30%; en Arménie de 40 %, en Azerbaïdjan et en Géorgie de 30 %, en Ukraine de 16% et en Russie de 20%. Dans ce dernier pays, la chute du produit national net a été de 32,5 % en 1991 et 1992.

Au cours de l'année 1992, l'inflation a été de 1.050 % en Estonie, de 1.200% en Lituanie, de 1.350% en Azerbaïdjan, de 1.450% en Russie et de 1.600% en Ukraine. (1) Et le mouvement s'accroît encore: en Russie, l'inflation s'est accrue de 5.569 % en février sur une base annuelle. (2) Ainsi, les victimes du Goulag ont organisé la désorganisation et la destruction de l'appareil de production, elles ont volé l'épargne des travailleurs et leurs salaires par l'hyperinflation. Qui a profité de cette opération de spoliation?

Les 24 milliards de dollars d'aide à la Russie, promis en 1992, sont fictifs pour les deux tiers, affirme l'économiste américain Jeffrey Sachs. «C'étaient des emprunts et garanties de crédit aux entreprises occidentales, et surtout aux exportateurs de céréales. Ce qui ne fait qu'accroître la dette extérieure - 85 milliards de dollars». (3)

La destruction de l'appareil de production national s'est faite au profit des importateurs occidentaux et de la mafia russe. Alexandre Routskoï, le vice-président d'Eltsine et son ennemi personnel, déclare: «Tout un réseau d'organisations commerciales criminelles constitue des fortunes de milliards de roubles. Les structures parallèles contrôlent 45 % du produit national brut». La mafia organise la fuite des capitaux. «Selon des experts occidentaux, la fuite illégale de capitaux est égale ou supérieure aux 8 milliards d'aide occidentale nouvelle qui a atteint la Russie l'année passée». (4)

Igor, un chef de la mafia de Moscou, déclare que la ville est partagée entre vingt brigades et qu'elles prennent 25% des bénéfices de tous les magasins, hôtels, bordels et autres commerces. Il déclare: «Si Eltsine reste, tout ira bien. Il nous laisse faire des affaires». (5)

Les pensionnés, les travailleurs sont plongés dans une misère inqualifiable. «Huit Russes sur dix se sont appauvris ces deux dernières années. Leur pouvoir d'achat moyen est encore 42 % de ce qu'il était en 1990.» (4) La moitié de la population russe a des revenus inférieurs au salaire moyen de 12 dollars par mois. Huit millions de personnes ont un revenu mensuel de 2 dollars. (6)

Le capitalisme sauvage, le capitalisme de la mafia entraîne littéralement la destruction physique de centaines de milliers d'enfants, de vieillards, d'hommes et de femmes. Galina Serdioukovskaïa, directrice de l'Institut de Recherche scientifique sur l'Hygiène et la prévention des maladies infantiles, affirme que «douze à quinze pour cent des enfants sortant du jardin d'enfants souffrent déjà de maladies chroniques. Seuls 4 % des enfants russes sont en parfaite santé. Les carences alimentaires causent des ravages.» (7)

«En Russie, de nombreux spécialistes se disent prêts à participer à des greffes d'organes (notamment des reins) analogues à celles qui sont mises en oeuvre dans certains pays du tiers monde et qui conduisent à l'instauration, via le commerce des éléments du corps humain, d'un nouvel esclavage.» (8)

Souvenez-vous: lorsque la contre-révolution a abattu Ceausescu en Roumanie, la télévision nous a servi des images d'enfants misérables: ce trafic de l'humanitaire devait justi-



Ludo Martens, président du PTB: «En Russie, la mafia contrôle à présent 45% du PNB. Elle a organisé en 1992 une fuite illégale de capitaux supérieure aux 8 milliards de dollars d'aide occidentale».

fier un assassinat crapuleux. Ceausescu assassiné, les Roumains ont retrouvé la liberté. Même les enfants. En voici la preuve, apportée par La Libre Belgique: «Soixante francs belges pour une Roumaine de treize ans... La prostitution enfantine fait d'horribles ravages à Bucarest. En cause: la misère, la drogue et le crime organisé.» (9)

Dans l'ancienne Union soviétique, les anciens nazis et tsaristes sont au pouvoir, ceux-là même qui constituaient le gros de la population des goulags. Les Cosaques furent les troupes d'élite du Tsar, les exécuteurs de ses pires crimes. Aujourd'hui, des organisations cosaques reprennent la devise: «Fidélité à Dieu, au Tsar et à l'Empire». Le colonel cosaque Naumov déclare: «Le Caucase est une poudrière. Si la guerre éclate, il y aura beaucoup de volontaires». (10) En Lettonie, 19 monuments ont été érigés en l'honneur des SS. Des centaines d'anciens SS se réunissent chaque mercredi au Musée de la Guerre à Riga; ils constituent deux unités dans la milice Zemesargi, l'armée de Lettonie. La milice fasciste Aizargi a été rétablie. Son mot d'ordre principal: «La Lettonie aux Lettoniens». Les habitants d'origine russe ont perdu leurs droits de citoyens. Le président lettonien, Gorbunov, déclare: «La Lettonie utilise l'Afrique du Sud comme modèle pour résoudre la question ethnique». (11)

Le nationalisme réactionnaire entraîne des populations entières dans la guerre civile. Dans le Haut Karabakh et en Azerbaïdjan, les nationalistes arméniens mènent une guerre de race et de religion et organisent des épurations ethniques contre les Azéris. 10.000 personnes ont succombé à la suite des affrontements. Mais «les alliés occidentaux sont liés par leur solidarité avec l'Arménie chrétienne»... (12) La guerre civile au Tadjikistan, pays de 5 millions d'habitants, a déjà coûté la vie à 25.000 personnes. Un officier russe estime qu'il faut multiplier ce chiffre par deux ou trois. Il y a en outre plusieurs centaines de milliers de réfugiés. (13)

Toute la social-démocratie, tout le mouvement écologiste ont jubilé lors de la liquidation de ce qui restait du socialisme à l'Est. Or, aujourd'hui, la réalité du capitalisme sauvage où la mafia, les anciens nazis et tsaristes et les pires révisionnistes se partagent le pouvoir, nous montre que le capitalisme est un système inhumain, meurtrier et barbare.

L'Allemagne et les nationalismes locaux mettent la Yougoslavie à feu et à sang

Pendant la guerre antifasciste, le Parti Communiste yougoslave a regroupé tous les communistes authentiques des

différentes régions du pays. Mais il manifestait déjà des tendances opportunistes marquées.

Tito avait rompu avec le socialisme

Le 12 août 1944, lors d'une rencontre avec Tito, Churchill met ce dernier en garde contre une collectivisation de l'agriculture. Tito le rassure: «Nous n'avons pas l'intention d'instaurer chez nous un tel système». Par la même occasion, Tito promet son soutien à un débarquement éventuel des Alliés en Yougoslavie. Ce projet visait essentiellement à barrer la route à l'influence soviétique et communiste. (14) La lutte entre communistes et opportunistes à la direction du Parti est tranchée en 1948. A ce moment, sur 400.000 membres, 240.000 sont expulsés en raison de leur fidélité au marxisme-léninisme et à l'expérience soviétique. (15)

Partant d'un point de vue bourgeois, Tito se méfie plus de l'Union soviétique socialiste que de la Grande-Bretagne impérialiste. Il rejette l'internationalisme prolétarien qui veut qu'un communiste envisage les rapports de forces globaux entre socialisme et capitalisme en Europe et parte des intérêts d'ensemble pour définir les intérêts particuliers. Nationaliste bourgeois, Tito tente d'avaloir l'Albanie et de créer une fédération balkanique sous sa direction et sur une ligne de distanciation par rapport à l'Union soviétique. Au cours des années 1946-1949, les partisans et les communistes grecs mènent une résistance armée acharnée contre l'occupation britannique. Mais le 10 juillet 1949, Tito ferme les frontières yougoslaves pour les partisans tout en autorisant les troupes grecques pro-anglaises à entrer sur son territoire et à attaquer les partisans dans le dos. (16) Le 1er décembre 1950, aux Nations Unies, en pleine guerre de Corée, Tito vote en faveur d'un embargo contre la Chine et la Corée du Nord, soutenant ainsi directement l'agression américaine. (16) En 1951, la Yougoslavie et les Etats-Unis signent un accord militaire.

Toujours en 1951, Tito compare les communistes yougoslaves fidèles au marxisme-léninisme à la cinquième colonne hitlérienne: «Les attaques des agresseurs fascistes ont prouvé que l'on attache beaucoup d'importance à un élément nouveau: la cinquième colonne. Elle est un élément politique et militaire qui entre en action au moment des préparatifs de l'agression. Aujourd'hui, on tente de nouveau de faire quelque chose de semblable dans notre pays, sous différentes formes, particulièrement de la part des pays kominformistes.» (17)

La terre propriété privée

Après la guerre, la terre est distribuée aux paysans, mais Tito ne fait rien pour les préparer à un passage futur à l'agriculture collectivisée. Poussé par la critique formulée par l'Union soviétique, il organise certaines coopératives paysannes. Mais en 1951 déjà, l'équipe Tito déclare que les «kolkhozes (soviétiques) sont le reflet du capitalisme d'Etat qui, mélangé aux nombreux restes du féodalisme, est le système social de l'URSS». Développant les conceptions de Boukharine, les titistes remplacent la planification par le marché libre: «Personne, en dehors de la coopérative, ne fixe les normes et les catégories de ce que l'on doit produire». Ils organisent «le passage à un système laissant plus de liberté au fonctionnement des lois économiques objectives. Le secteur socialiste de notre économie est à même de triompher des tendances capitalistes par les moyens purement économiques». (18) En 1953 déjà, Tito réintroduit la liberté d'acheter et de vendre la terre et d'engager des ouvriers agricoles.

«Autogestion»

En 1952, Tito introduit un système d'«autogestion» dans lequel des entreprises autonomes prennent leurs décisions en toute indépendance et se lient entre elles par le mécanisme du marché: c'est l'abolition de la planification socialiste et la restauration du marché capitaliste. (19) La liquidation de la planification centrale socialiste est aussi liée à la montée de forces nationalistes bourgeoises dans les six républiques

guerre et crise

qui réclamaient déjà leur «autonomie». Tito avait dû recourir au nationalisme bourgeois pour se dresser contre l'Union soviétique et son expérience socialiste. Il a créé une certaine «unité yougoslave» entre toutes les forces qui s'opposaient à l'Union soviétique. Mais comme les traditions nationalistes du passé étaient surtout serbes, croates, slovènes etc, c'est au niveau des républiques que les nouvelles bourgeoisies bureaucratiques ont regroupé leurs forces.

Trotskyisme

Dès le début des années cinquante, la Yougoslavie étant toujours un pays largement féodal, les titistes s'attaquent au principe selon lequel l'Etat socialiste doit maintenir la dictature du prolétariat. En 1950, les révisionnistes yougoslaves lancent une discussion sur «le problème du dépérissement de l'Etat et spécialement du dépérissement du rôle de l'Etat dans l'économie». Djilas traite l'Etat soviétique de «monstrueux édifice du capitalisme d'Etat» qui «opprime et exploite le prolétariat». Toujours selon Djilas, Staline lutte «pour l'agrandissement de son empire de capitalisme d'Etat et, à l'intérieur, pour le renforcement de la bureaucratie». «Le rideau de fer, l'hégémonie sur les pays d'Europe orientale et une politique d'agression lui sont devenus actuellement indispensables». Djilas parle de «la misère de toute la classe ouvrière qui travaille pour les intérêts "supérieurs" impérialistes et pour les privilèges de la bureaucratie.» «L'URSS est aujourd'hui objectivement la grande puissance la plus réactionnaire». Staline est «un praticien du capitalisme d'Etat et le chef et guide spirituel et politique de la dictature bureaucratique». Djilas, en véritable agent de l'impérialisme américain dont il reprend fidèlement tous les thèmes de propagande anticommuniste, poursuit: «Nous rencontrons chez les hitlériens, des théories qui, par leur contenu comme par la pratique sociale qu'elles supposent, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux théories de Staline». (20) Toutes ces armes de la guerre froide américaine, Djilas les emballe dans cinquante pages pseudo-marxistes. Le Parti Communiste d'Union soviétique a eu raison d'affirmer que les titistes ne faisaient que reprendre les calomnies et mensonges trotskistes: Djilas, d'ailleurs, se réfère à Trotski qui n'a pas poussé assez loin «sa critique du système stalinien»! (21)

Sous-nationalismes bourgeois

Ainsi, dès le début des années cinquante, la Yougoslavie est dirigée par une bourgeoisie bureaucratique de type social-démocratique, liée aux Etats-Unis et utilisant un langage pseudo-communiste pour tromper les masses et pour influencer les autres pays socialistes. Donc, dès les années cinquante, le nationalisme serbe et croate se développe avec l'introduction de l'«autogestion», bien que contrecarré par la direction titiste.

En 1964 déjà, le Huitième Congrès du parti abandonne l'idée du «yougoslavisme» et le Parti se construit à partir de représentations équilibrées entre les régions et les nationalités. (22) Une lutte importante se mène à cette époque contre le nationalisme serbe, mené par le numéro deux du régime, Rankovic, démis en 1966. (23)

La Constitution de 1974, qui accorde une indépendance virtuelle aux différentes républiques, renforce la tendance à mettre en place, dans chaque république, des «économies nationales»: on construit des raffineries, des aciéries et d'autres industries de base. (24) «La structure de l'appareil productif apparaît atomisée à l'excès. Républiques et provinces, en effet, ont cherché à se doter de tous les types de productions imaginables, et il est significatif que les concentrations industrielles se soient opérées essentiellement dans leur cadre.(...) Le marché intérieur s'est fragmenté en marchés régionaux» (25). La bourgeoisie yougoslave est, elle aussi, fragmentée en bourgeoisies régionales.

Libéralisme économique

Au cours des années 80, la Yougoslavie passe à un système économique essentiellement libéral. Tout commence en février 1987 avec la diminution des salaires sous le contrôle du FMI. En 1988-1989, on opère un changement radical de la législation économique: abolition de la fameuse «autoges-



Premier congrès de la Jeunesse Antifasciste de Yougoslavie (Bihac, décembre 1942) avec portrait de Staline à l'arrière-plan. En 1948, Tito allait expulser 240.000 communistes du parti à cause de leur fidélité au marxisme-léninisme et à l'expérience soviétique.

tion», création d'entreprises selon le modèle occidental, légalisation des licenciements. Ces réformes sont décidées avec l'accord et le soutien tant des républiques du nord que du gouvernement central de Belgrade. Des centaines de milliers de travailleurs sont licenciés; 376.000 sont sans emploi à la fin de 1989 et 476.000 un an plus tard. Le capitalisme privé domine largement, aussi bien en Serbie qu'en Croatie et en Slovénie. En 1991, le secteur privé représente 76,8 % des entreprises en Serbie-Monténégro, 80,4 % en Croatie et 84,2 % en Slovénie.

«Les portes de la Yougoslavie étaient grandes ouvertes pour les investisseurs étrangers. La loi du 8 janvier est bien claire à ce sujet: abolition d'un taux maximal de participation au capital d'une entreprise, possibilité d'exporter les bénéfices, mais aussi le capital investi après dissolution de la société. Les étrangers ont investi dans toutes les républiques de l'ex-Fédération yougoslave, en privilégiant la Serbie et le Monténégro». (26)

En 1990, on dénombre 188 entreprises purement étrangères en Serbie-Monténégro, 77 en Slovénie et 70 en Croatie. L'année suivante, elles sont 375 en Serbie-Monténégro. Dans ces mêmes républiques, le nombre d'entreprises mixtes passe de 547 en 1990 à 1.271 l'année suivante. 42 % du solde positif de la Slovénie provenait de son commerce avec les républiques sous-développées. (27)

Croatie et Slovénie: exploitées?

Selon un mensonge répandu les fascistes, la Slovénie et la Croatie auraient été «exploitées» par la Serbie et les républiques pauvres. A la libération, la disparité du développement entre le nord et le sud était très marquée et un effort particulier s'imposait pour arriver à une certaine harmonisation. Cependant, les efforts demandés aux provinces plus riches étaient extrêmement faibles: les entreprises du secteur public versaient entre 1,56 et 1,97% de leur produit social à un Fonds pour le Développement des régions retardataires. Le budget fédéral transférait 0.53 à 0.85% du revenu national au secteur social des régions moins développées. (28) L'ensemble des ressources redistribuées ne dépassait donc pas 2 à 3% du produit social de la Slovénie et de la Croatie. Mais les prix des matières premières, de l'énergie et des minerais, provenant essentiellement des régions pauvres, étaient contrôlés par l'Etat fédéral, ce qui bénéficiait aux régions riches du nord. (29)

Depuis 1945, ce sont la Slovénie et la Croatie qui ont tiré les

plus grands bénéfices du système yougoslave. «Des régions comme la Slovénie et la Croatie avaient été moins endommagées pendant la guerre, elles démarraient avec de meilleures ressources, une force de travail mieux éduquée et plus expérimentée et une économie plus diversifiée. Les entreprises de ces régions étaient plus efficaces et, avec le développement des relations de marché, elles s'enrichissaient, pouvaient attirer plus de fonds internes pour leur expansion et en recevoir plus du système bancaire. Elles profitaient de leur position avantageuse au sein de la fédération et prospéraient rapidement.» (30)

La Grande Allemagne a mis le feu aux Balkans

Sous la pression de l'impérialisme et sous la direction de la nouvelle bourgeoisie née au sein des structures socialistes, le capitalisme a été restauré en Union soviétique et en Europe de l'Est. Tous les réactionnaires ont jubilé à cette nouvelle qui devrait inaugurer un Nouvel Ordre Mondial fait de paix, de liberté et de démocratie.

Ce Nouvel Ordre n'a pas tardé pas à révéler son vrai visage: par son agression barbare contre l'Irak, la coalition impérialiste dirigée par les Etats-Unis a démontré que l'ordre mondial qu'elle veut instaurer sera basé sur la terreur néocoloniale, sur une politique d'ingérence, de contrôle et de mise sous tutelle des pays anciennement souverains du Tiers Monde.

Mais bien vite, un deuxième trait de l'Ordre Nouveau est apparu. Au nom de l'«autodétermination des Allemands», la République Fédérale Allemande a annexé un Etat indépendant et souverain, mondialement reconnu. La Grande Allemagne ainsi créée d'un geste de revanche, s'est immédiatement lancée à la conquête des anciens territoires européens annexés ou contrôlés du temps du Troisième Reich. Le fer de lance de l'expansion allemande s'est tourné contre la Yougoslavie.

L'Allemagne fait éclater la Yougoslavie

Longtemps avant l'effondrement complet du socialisme à l'Est, l'Allemagne fédérale avait déjà préparé cet élément du Nouvel Ordre Européen. Depuis les années 70, les bourgeoisies slovènes et croates étaient solidement liées au grand

capital allemand, souvent par l'intermédiaire de succursales autrichiennes. L'Allemagne a littéralement «acheté» la bourgeoisie croate et slovène et elle a relancé le courant politique indépendantiste et pro-nazi qui avait survécu aux épurations de 1945. L'Allemagne a incité les bourgeoisies slovènes et croates, déjà largement autonomes au sein de la Yougoslavie et occupant une position privilégiée, à revendiquer leur indépendance étatique complète. Ce serait la grande route vers l'abondance et le bien-être...

Le général français Pierre Gallois notait: «Depuis le début de cette année 1991 - et sans doute avant - l'Allemagne armait la Croatie via l'Italie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie: ainsi, plus d'un millier de véhicules transportèrent des armes légères, mais aussi des engins antichars et antiaériens, des munitions et des ateliers de réparation.» (31) Et le professeur Gervasi écrit: «Comme l'a noté William Zimmerman, ancien ambassadeur US en Yougoslavie: "Nous avons découvert plus tard que Genscher, ministre allemand des Affaires étrangères, avait été en contact quotidien avec le ministre croate des Affaires étrangères. Il encourageait la Croatie à quitter la fédération et à déclarer l'indépendance".» (32)

La décision ferme de faire éclater la Yougoslavie a été prise à Bonn. Une politique à long terme, consistant à pousser la Slovénie et la Croatie vers la sécession, a été mise en oeuvre par la bourgeoisie allemande. Sans cette volonté allemande, il n'y aurait pas eu d'éclatement de la Yougoslavie. Cette décision criminelle démontre bien que l'hégémonie allemande en Europe n'est plus un spectre mais une réalité. L'Allemagne prend toute seule les grandes décisions stratégiques qui bouleversent l'ensemble des données européennes. Toute seule, contre la volonté de l'Angleterre et de la France, l'Allemagne a décidé de réaliser l'annexion de la RDA en un temps record. Toute seule, contre la volonté de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, elle a décidé de tailler en pièces la Yougoslavie et de mettre ainsi le feu aux Balkans. Le général Pierre Gallois explique: «Londres, Paris, Washington s'étant opposés à l'éclatement de la Yougoslavie, Bonn déclara que l'Allemagne y souscrirait unilatéralement. Devant la volonté allemande, chacun à l'Ouest s'inclina.» (33)

Le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes»

L'expansionisme allemand en Europe centrale et dans les Balkans se réalise sous la bannière du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». Ce mot d'ordre est très en vogue en Belgique, chez les fascistes du Vlaams Blok, mais il a des adeptes dans tous les partis bourgeois. Qui l'agit aujourd'hui et dans quel but?

Si pas mal de personnes se laissent bernier par des mots d'ordre démagogiques, la raison en est simple: intimidées par les campagnes anticommunistes, elles n'osent plus réfléchir en termes marxistes. Le marxisme nous apprend à observer et à distinguer les différentes classes sociales et leurs intérêts contradictoires, il nous montre l'impérialisme comme étant l'extension planétaire de l'exploitation et de l'oppression organisées par le grand capital. Le marxisme pose la question: dictature de la bourgeoisie ou dictature des travailleurs, défense mondiale du capitalisme ou combat mondial pour le socialisme?

Nous observons des phénomènes contradictoires et à première vue incompréhensibles. De nos jours, le grand capital est de plus en plus internationalisé: les impérialismes américain, allemand et japonais opèrent sur toute l'étendue de la planète. Mais le grand capital, cette force internationale par excellence, pousse aujourd'hui à la division, à l'émiettement, à la balkanisation des grands pays qu'il veut contrôler. Pourtant, l'internationalisme du grand capital et le localisme des mini-nationalités sont deux faces d'une même réalité: la dictature de la grande bourgeoisie. La grande bourgeoisie organise l'émiettement des pays sur lesquels elle veut imposer sa dictature ouverte.

Le nouvel impérialisme montant en Europe, la Grande Allemagne, utilise le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» pour dépecer ses adversaires, c'est-à-dire les pays qui s'opposent à ses plans de domination. En faisant valoir les «droits des peuples», l'Allemagne affirme que les pays n'ont plus de souveraineté, qu'ils ne sont plus maîtres de leurs affaires intérieures. L'impérialisme le plus vorace peut désormais invoquer «le droit des peuples» pour attiser des conflits ethniques, nationaux ou religieux, soutenir certaines forces contre d'autres, s'ingérer dans les affaires intérieures et faire éclater des pays pour mieux les asservir.

Dans les conditions actuelles, les marxistes et les masses opprimées utilisent le mot d'ordre de l'autodétermination des peuples uniquement dans le cadre général de la lutte contre l'anti-impérialisme. Les peuples doivent s'autodéterminer par rapport à leur ennemi principal, l'impérialisme; et dans les luttes anti-impérialistes et anticapitalistes, les peuples doivent avant tout brandir le drapeau de l'unité et de la solidarité. C'est ce qui s'appelle opposer l'internationalisme prolétarien à l'internationalisme de la bourgeoisie.



Débat Yougoslavie. Stefan Eggerdinger, marxiste-léniniste allemand: «La bourgeoisie allemande a dû digérer une défaite terrible en 1945 et accepter l'existence d'Etats socialistes. Mais elle n'a cessé de se préparer à «remodeler» cette situation. Depuis l'annexion de la RDA, elle représente l'incendiaire n° 1 en Europe».

La Serbie, ennemie de la Grande Allemagne

Pourquoi l'impérialisme allemand a-t-il voulu à tout prix l'éclatement sanglant de la Yougoslavie? Cette Yougoslavie n'était plus communiste, ni même anti-impérialiste: elle suivait une politique libérale et le mark allemand y dominait partout, y compris en Serbie.

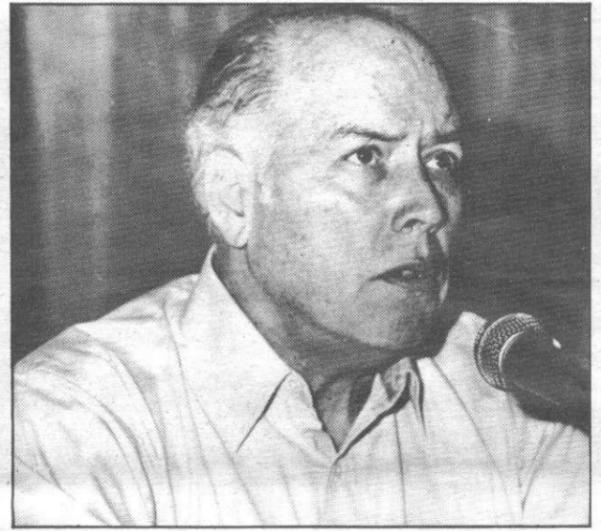
Pendant la Première comme pendant la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie allemande a mené de grandes opérations dans les Balkans dans le but de créer un couloir d'Hambourg à Bagdad. A deux reprises, la Serbie lui a barré la route. La Serbie a perdu 25 % de sa population lors de la Première Guerre mondiale, la Yougoslavie a perdu 1.700.000 hommes au cours de la Seconde Guerre mondiale. La Yougoslavie unie aura toujours un fort noyau anti-allemand et risque de promouvoir une politique d'entente balkanique dirigée contre les plans expansionnistes allemands. Une Yougoslavie capitaliste mais unie aura tendance à s'allier aux Etats-Unis (comme elle l'a fait de 1950 à 1990) ou à la France (comme en 1918-1940). Voilà pourquoi l'intérêt allemand était de faire sauter la Yougoslavie en morceaux impuissants.

Mais pourquoi l'Allemagne a-t-elle réussi à entraîner les Etats-Unis et la France dans une aventure sanglante, contraire à leurs intérêts? Pour toute la grande bourgeoisie occidentale, la question essentielle des quarante-cinq dernières années a été le combat anticommuniste et antisoviétique. L'idéologie anticommuniste, aux forts relents fascistes, a déferlé sous Reagan et Bush. Il était à la mode de soutenir des organisations fascistes et fascistes prétendant représenter les «peuples-en-esclavage derrière le rideau de fer». L'«autodétermination» des peuples asservis par le communisme était un cri de guerre très populaire. L'éclatement de l'Union soviétique semblait le point d'orgue de la guerre froide victorieuse. L'impérialisme allemand a su profiter de cet engouement pour «l'autodétermination anticommuniste» pour réaliser l'éclatement de la Yougoslavie... et provoquer la déstabilisation de tous les Balkans.

L'exclusivisme ethnique

Pour réussir l'«autodétermination des peuples», l'impérialisme doit d'abord amener ces peuples à l'aveuglement et à l'exclusivisme ethnique ou religieux. Grâce à des conceptions de la vie moyenâgeuses, l'impérialisme amène les masses travailleuses à suivre la bourgeoisie réactionnaire de «leur» ethnie ou de «leur» religion, dans la conviction que le mélange avec d'autres ethnies ou religions, que la fusion entre langues, cultures et ethnies est une chose infecte. Le capital qui ne pense qu'en termes mondiaux, oblige les peuples et ethnies à penser en termes de clocher, de dialecte et de coutumes locales.

La Communauté Européenne a validé cette conception essentiellement allemande du monde. Le 21 novembre 1990, trente-quatre chefs d'Etat ou de gouvernement signèrent, dans le cadre de la CSCE, la Charte de Paris. Selon cette Charte, «l'ère de la confrontation et de la division en Europe est révolue», les relations seront «désormais fondées sur le respect et la coopération». «Nous affirmons que l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse sera protégée et que des personnes appartenant à ces minorités ont le droit d'exprimer, de préserver et de développer cette identité sans aucune discrimination et en toute égalité devant la loi.» (Il faut que) des conditions favorables à la promotion de cette



Débat Yougoslavie. Le professeur Gervasi de Belgrade: «Depuis des années, on a déstabilisé la Yougoslavie selon un programme systématique. Comme au Chili, au Nicaragua, au Mozambique. Le public doit voir que les apparences de la politique internationale ne sont pas la réalité».

identité soient créées».

Ce programme montre à quel point l'impérialisme est un système arbitraire qui invente et manipule des «principes» à son gré. Chez eux, les puissances impérialistes interdisent carrément aux travailleurs immigrés toute expression d'une «identité ethnique, culturelle et linguistique», puisqu'elles la jugent contraire à la «volonté d'intégration»! Elles dénie à leurs «minorités» les droits politiques, ce qui en fait des otages permanents.

Mais ces mêmes impérialistes peuvent invoquer selon leur bon vouloir des «identités ethniques et religieuses bafouées» pour venir «protéger les faibles» avec leurs grandes bottes et leur artillerie lourde. Dans la poursuite de leurs intérêts économiques et stratégiques inavoués, les grandes puissances peuvent remettre en cause la souveraineté des Etats et les traités internationaux, attiser les haines et provoquer des sécessions. (34)

Pressions et chantages

La préparation de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie et l'armement des sécessionnistes par l'Allemagne se sont opérés à la fois ouvertement et clandestinement. Mais la Communauté Européenne a suivi pas à pas. Pour permettre aux sécessionnistes de réaliser leurs plans, la Communauté a exercé un chantage économique et financier à l'égard du gouvernement yougoslave: voilà ce qui en dit long sur la «démocratie» et la «liberté». Un grand journal américain écrit: «Fin juin 1991, les Douze menaçaient de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les diplomates allemands ont présenté cette position comme une stratégie pour convaincre les autorités centrales yougoslaves qu'ils ne tireraient aucun profit de l'utilisation de la force.» (35) Mais, dans la Documentation Française, on apprend ceci: «En décidant au mois d'octobre 1991 de répudier l'Accord sur le Commerce et la Coopération de 1980, la Communauté Européenne décide d'asphyxier les Républiques de Serbie et du Monténégro, puisque leurs échanges avec la Communauté représentent 60 à 70 % de tous leurs échanges extérieurs.» (36)

Puis, sous la menace de reconnaître les sécessions, la Communauté a interdit à l'armée yougoslave de défendre la constitution du pays et de garantir son unité: voilà ce qui en dit long sur le fameux «Etat de droit» que la bourgeoisie prétendait ériger à l'Est.

Le professeur Gervasi écrit: «Lorsque la Slovénie et la Croatie déclarèrent leur indépendance le 25 juin 1991, la CE intervint à nouveau ouvertement pour encourager le séparatisme. Trois jours après que l'armée yougoslave ait déployé des unités dans les deux républiques, la CE menaçait de «supprimer l'aide prévue d'un milliard de dollars», à moins que la Yougoslavie n'accepte la médiation de la CE.» (37)

Un crime allemand

La sécession slovène et croate, provoquée par l'Allemagne et la Communauté Européenne, était déjà un acte hostile extrêmement grave. Mais l'Allemagne a poursuivi son agression qui a dès lors acquis un caractère ouvertement anti-yougoslave et antiserbe. En effet, l'Allemagne et la Communauté ont continué leur offensive en poussant à la sécession de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine. Or, la création de ces mini-Etats - ou plutôt de ces pseudo-Etats sans légitimité historique ni populaire et sans aucune viabilité - devait nécessairement aboutir à des guerres civiles sans fin dans les Balkans. C'était une politique criminelle.

Au nom des principes sacrés des «droits des minorités» et de l'«autodétermination des peuples», l'impérialisme allemand a encouragé et organisé la sécession de la Croatie de la Yougoslavie. La Yougoslavie était, prétendait-il, un «Etat contre-nature». Une fois ce principe fasciste acquis, comment pourrait-on empêcher les Serbes d'invoquer le même principe? Les Serbes de Croatie ont invoqué le «droit des minorités» et l'«autodétermination» pour argumenter leur sécession de la Croatie. Si les Croates ont le droit de faire sécession de la Yougoslavie, pourquoi les Serbes ne pourraient-ils se séparer de la Croatie? Et voilà créé un foyer permanent de guerre.

La mafia impérialiste européenne dirigée par l'Allemagne a décrété que 19,6% de Croates avaient le droit de se séparer de la Yougoslavie, sous le prétexte que 36,2% de Serbes y jouent le rôle principal. Cette même mafia a organisé «l'indépendance» de la Bosnie-Herzégovine et elle veut assurer sa «souveraineté». Maintenant, elle juge «criminel» que 31,4% de Serbes veulent se séparer d'une Bosnie où 43,7% de Musulmans jouent le rôle principal. Où est la logique? Ni les Serbes de Bosnie, ni les Croates de Bosnie ne veulent vivre dans un Etat bosniaque à majorité musulmane. Et voilà créé un deuxième foyer de guerre civile.

L'impérialisme allemand a détruit un Etat parfaitement viable, indépendant et souverain depuis 45 ans, la RDA, au nom du principe de l'«autodétermination des Allemands». Tous les Serbes vivent depuis 1918 dans un Etat, la Yougoslavie. L'Allemagne détruit les frontières de la Yougoslavie. Exactement comme les Allemands, les nationalistes bourgeois serbes exigent maintenant «l'autodétermination des Serbes» et veulent créer un seul Etat pour les Serbes.

L'impérialisme allemand a prêché l'unité des Allemands dans un Etat et il a organisé le séparatisme croate. Au nom de quel principe, la Communauté Européenne interdira-t-elle aux nationalistes bourgeois albanais de se séparer de la Serbie et de la Macédoine et d'élargir ainsi la guerre dans tous les Balkans? Le général français Pierre Gallois dit à juste titre: «La politique de Bonn (est) responsable de la mise à feu des Balkans, de dizaines de milliers de morts et de plus de deux millions et demi de bannis en quête d'asile.» (38)

Nationalisme réactionnaire en Croatie, Serbie et chez les Musulmans

La Croatie a été créée dans un acte de revanche des forces qui ont perdu la Seconde Guerre mondiale: la Grande Allemagne et la droite croate. Cette dernière est nationaliste avec de forts relents fascistes. Elle prône la purification ethnique sous le mot d'ordre: «Les Croates maîtres en Croatie». La «nouvelle» Croatie a été construite sur base d'une politique de discrimination envers les 12,2 % de Serbes qui y vivent depuis des siècles. «D'après la nouvelle constitution, la Croatie est «un Etat de Croates». Tous les fonctionnaires d'origine serbe y ont été exclus des services publics, à moins de souscrire à une déclaration de loyauté.» (39) Ivan-Zvini-



Reproduction du soldat de Smolensk qui, à la conquête de Berlin en 1945, planta le drapeau communiste sur le Reichstag. Aujourd'hui, l'Allemagne peut à elle seule décider de faire éclater la Yougoslavie. La renaissance de l'impérialisme allemand n'est plus un spectre, mais une réalité.

mir, Croate, ancien dissident de droite, affirme qu'il reste 70.000 Serbes sur le territoire croate contrôlé par Zagreb. «Plus de mille maisons appartenant à des Serbes ont été minées depuis la fin de la guerre. Pratiquement aucun coupable n'a été arrêté. Le but est d'intimider les Serbes pour les faire partir. Du nettoyage ethnique...» (40)

En ex-Yougoslavie, les nationalismes croates, slovène, serbe et «musulman» sont également réactionnaires, dirigés contre l'unité des travailleurs et le socialisme. Derrière la Croatie, se tient la Grande Allemagne.

Le nationalisme - fascisme croate

Or, dans la mémoire de tous les Serbes, les horreurs de l'Etat croate fasciste oustachi sont encore bien vivantes. Des centaines de milliers de Serbes ont été convertis de force au catholicisme; deux cent mille Serbes qui refusaient ont été égorgés dans le camp de Jasenovac.

Les Serbes ont la conviction que, pour le moment, le fascisme ne se déchaîne pas encore ouvertement en Croatie pour la simple raison que tout l'Occident travaille pour les nouveaux Oustachis en s'acharnant sur les Serbes. Les fascistes croates ménagent leurs forces jusqu'au moment où les Serbes de Croatie seront sérieusement affaiblis. En attendant, la réhabilitation du fascisme d'Ante Pavelic se généralise.

Le drapeau croate porte l'emblème de l'ancien royaume croate qu'Ante Pavelic avait choisi pour son drapeau fasciste. (41) Zagreb veut baptiser «une rue de la ville du nom de Mile Budak, un homme politique croate reconnu coupable de crimes de guerre et exécuté par les communistes en 1945. Budak était considéré comme le n° 2 de l'Etat indépendant croate d'Ante Pavelic. La communauté juive de Zagreb le tient pour responsable de la mort violente de 31.000 Juifs». (42)

Le Vatican a entamé une procédure secrète visant à béatifier le cardinal Stepinac. (43) Stepinac, membre du parlement oustachi, promoteur des «conversions forcées», a joué un rôle crucial dans le maintien du régime fasciste. Il fut condamné, comme criminel de guerre, à seize ans de prison. (44)

Tous les néo-nazis européens, et particulièrement les nazis allemands, ont noué des relations de coopération avec l'Etat croate. Le mensuel Raids publiait en février 1992 un reportage sur des «volontaires étrangers», une centaine d'éléments de l'extrême droite européenne et américaine qui se battent en Croatie, la plupart dans les formations paramilitaires fascistes de Paraga. Ils ont été recrutés par des annonces semblables à celle figurant dans le journal italien Portaportese, qui demande des volontaires pour «la Croatie en danger, victime de l'assaut bestial des Serbes et des communistes yougoslaves». (45)

En janvier 1992, le journal néo-nazi «L'Assaut» publiait un texte disant notamment: «Nombre de Croates sont clairement du côté de l'Europe blanche et d'un nouvel ordre nationaliste sur ce continent. (...) Il est l'heure de soutenir leur combat pour la liberté». Le texte faisait référence au chef nazi Ante Pavelic et au Parti Croate du Droit du fasciste Paraga. (46)

Profitant du fait que toutes les campagnes médiatiques de l'Occident visent «l'agresseur serbe», la Croatie, aidée en cela par l'Allemagne, est en train de renforcer considérablement son potentiel militaire. En 1990 - 1991, les milices chrétiennes libanaises, de tendance fasciste, ont livré des tonnes de munitions et des milliers d'armes aux unités territoriales slovènes et croates, via l'Afrique du Sud et l'Allemagne. (47) Karl-Heinz Schulz, marchand d'armes, reconnaît avoir «répondu à des demandes concrètes d'armes provenant des parties croates en guerre par l'intermédiaire des services de renseignements allemands du BND». (48) «L'armée croate (est) manifestement plus forte qu'il y a quinze mois. Son équipement comporte des chars, de l'artillerie lourde et même une poignée de MIG 21 venus de l'ex-RDA.» (49)

En Bosnie, les fascistes croates poursuivent les mêmes objectifs que les nationalistes serbes. Ils veulent la Grande Croatie aux dépens de la Bosnie. Comme les Serbes, les Croates sont en train d'élargir leur «territoire ethnique» au détriment des Musulmans. Un journal allemand a écrit: «Zagreb peut tenter d'établir prochainement une Grande Croatie sans risquer d'endommager son image, rêve secret du président Tudjman, affiché ouvertement par l'extrémiste de droite Dobroslav Paraga. Cette Grande Croatie englobe le territoire croate proprement dit et les trois provinces de la Bosnie-Herzégovine revendiquées par les Croates.» (50)

La presse pourrie braque l'attention des gens sur les attaques serbes contre les Musulmans, bien que les Croates soient en train d'élargir leur «territoire ethnique» au détriment des Musulmans. La guerre entre Croates et Musulmans fait rage autour des villes mixtes Vitez, Travnik, Zenica et Busovaca - preuve de la logique criminelle des «territoires ethniques». Un officier britannique de l'ONU a vu un groupe de Croates jeter des grenades dans les maisons des Musulmans, puis attendre la sortie des habitants pour les abattre. En six jours,

à la mi-avril, des «combats féroces entre Croates et Musulmans» en Bosnie centrale ont causé 250 morts. (51) Le 14 avril 1993, des forces croates portant des croix gammées sur leurs casques ont attaqué un convoi de l'ONU. The Times écrit: «Le Conseil de Sécurité de l'ONU n'avance pas les mêmes demandes ou menaces qu'il avance habituellement lorsque les Serbes font la même chose». (52)

«Purification ethnique» en Croatie

Au nom de «l'autodétermination», les Serbes de Croatie veulent la sécession et l'intégration dans l'Etat grand-serbe. Au nom du nationalisme croate, les Croates affirment qu'il feront la guerre jusqu'à ce que tous les territoires de la Croatie soient à nouveau sous leur contrôle. Tudjman déclare: «Nous voulons libérer notre territoire de groupes ennemis». «Les territoires occupés en Croatie n'ont jamais été serbes». «En tout cas, la Croatie fera des démarches pour protéger son territoire dans son intégralité». (53) Domljan, un collaborateur de Tudjman, affirme: «Si l'Occident n'intervient pas militairement ou ne s'arrange pas pour que la Croatie puisse administrer tout son territoire, nous nous battons jusqu'à la reconquête du dernier centimètre de notre territoire. Mon peuple s'oppose à l'Etat yougoslave depuis sa création en 1918». (54) C'est un programme de guerre civile à n'en pas finir entre Croates et Serbes.

Mais le nationalisme-fascisme croate est aussi dirigé contre les Musulmans. Lors d'une conférence de presse, Tudjman sonne l'alarme face au «danger du fondamentalisme islamique». (55) Un grand journal allemand écrit: «La Croatie tend de plus en plus à devenir un Etat «ethniquement pur». Le traitement des Musulmans réfugiés de Bosnie-Herzégovine donne à penser que cette «purification» se fait en accord avec le gouvernement». (56)

Le nationalisme-fascisme croate accumule des forces en vue des luttes futures contre les Serbes et les Musulmans en profitant du fait que tout l'Occident, rend la politique grand-serbe seule responsable des conflits actuels.

Nationalisme réactionnaire en Serbie

Les Serbes ont raison lorsqu'ils affirment que la Grande Allemagne est à nouveau la puissance dominante en Europe de l'Est et du Sud-Est et qu'elle mène une politique de revanche dont ses efforts pour faire éclater la Yougoslavie sont les premiers signes. Face à cette réalité, les Serbes pouvaient prendre deux voies opposées: lutter pour l'unité et le socialisme dans les Balkans ou mener un combat serbe nationaliste et réactionnaire. Seule la lutte pour le rétablissement de la dictature des travailleurs, pouvait détruire la base économique de ces nouvelles bourgeoisies qui secrètent le nationalisme-fascisme. Seul le socialisme peut suivre une politique d'égalité et d'internationalisme entre différentes ethnies, régions et religions. Mais en Serbie aussi, la restauration bourgeoise était complètement achevée et les forces marxistes-léninistes assez faibles. Pour lutter contre l'expansionnisme allemand et le fascisme croate, la direction serbe a choisi le chemin du nationalisme réactionnaire, qui a connu son heure de gloire lors de la Première Guerre mondiale, lors de l'alliance entre les Serbes et le tsar...

En 1987 - 1989, au moment où les effets de la restauration bourgeoise se faisaient pleinement sentir en Yougoslavie, des luttes ouvrières importantes ont éclaté. Pour détruire l'option d'une lutte de classe pour le socialisme, Milosevic a consciemment choisi le nationalisme de type tchetnik, c'est-à-dire semi-fasciste. «Le gel des salaires provoqua, en mars 1987, un énorme mouvement de grèves dans les centres industriels de la Croatie. Rapidement, il gagna l'ensemble du pays, obligeant le gouvernement Milosevic à faire provisoirement marche arrière et à agiter la menace de faire usage de violence pour ramener l'ordre. Cette confrontation entre gouvernement et travailleurs s'est poursuivie: 1.623 grèves, 365.000 participants en 1987, (174 grèves, 11.000 participants en 1982) et 1.360 grèves rien qu'au cours des neuf premiers mois de 1988. C'est la nécessité de détourner ce courant et de canaliser ce remous qui allait conduire les bureaucrates de la périphérie à miser sur la carte du nationalisme». (57)

Conceptions fascistes en Serbie

Dobrica Cosic, président de la nouvelle fédération serbo-monténégrine et ancien dissident, a exposé en janvier 1991 la ligne du nationalisme réactionnaire serbe: «Les Serbes n'ont aucune raison, aucun droit national et démocratique d'empêcher les Croates et les Slovènes de faire sécession de la Yougoslavie et de créer leurs Etats autonomes. Mais ils ne peuvent créer ces Etats autonomes que sur leurs territoires ethniques. S'ils le font aussi en annexant les territoires ethniques serbes, ils seront des envahisseurs et des fauteurs de guerre. Or le peuple serbe a aujourd'hui toutes les raisons, tous les droits historiques, nationaux et démocratiques de



Korenica (Yougoslavie), 1 mai 1942. La population défile en masse derrière les drapeaux et calicots communistes. Le mouvement de libération antifasciste dirigé par le PC mit les peuples sur pied d'égalité et renforça l'unité du pays. Aujourd'hui également, le socialisme peut apporter une solution.

vivre dans un seul Etat. Sera-ce la Yougoslavie démocratique fédérative? C'est aux peuples qui souhaitent vivre dans une telle Yougoslavie qu'il appartient d'en décider. Si les autres peuples ne veulent pas d'une telle Yougoslavie, le peuple serbe se verra obligé de vivre libre dans son propre Etat, et de régler sa question vitale durablement après deux siècles de lutte.» (58)

On notera que cette déclaration contient deux ingrédients que l'on retrouve dans l'idéologie fasciste du Vlaams Blok: la théorie du "territoire ethnique" (sur lequel une autre "ethnie" ou langue est considérée comme une souillure) et la théorie de la création d'Etats basés sur la nationalité.

On est d'ailleurs frappé par la similitude des propos tenus par le Vlaams Blok et par le dirigeant serbe de Bosnie, Karadzic: «Nous voulons le droit à l'autodétermination du peuple serbe de Bosnie. C'est le droit de tous les peuples et nous l'utiliserons quand le moment nous semblera propice. Mais la communauté internationale veut faire une nouvelle nation avec un mélange de Serbes, de Croates et de Musulmans.» (59)

Partant de cette conception nationaliste réactionnaire, les dirigeants serbes utilisent les horreurs des crimes oustachis de la Seconde Guerre mondiale pour mener une lutte contre tous les Croates. De la même façon, ils agitent le danger d'une invasion musulmane en Europe chrétienne. Le journal Politika Ekspres, publié à Belgrade, affirme que l'Allemagne a «promis de payer dix milliards de marks pour que la plupart des Musulmans vivant en République Fédérale puissent être établis en Bosnie-Herzégovine.» (60)

Ayant choisi une orientation nationaliste réactionnaire, Milosevic voit se développer des tendances ouvertement fascistes parmi les Serbes. Le cléricalisme orthodoxe envahit la vie culturelle en Serbie. En décembre 1992, le Parti radical de Vojislav Seselj, formation de type fasciste, a obtenu un million de voix et 30 % des sièges du parlement serbe. Ancien responsable de la Jeunesse communiste en Bosnie, il avait été condamné, comme opposant, à sept années de prison au cours des années 80. Au parlement, il a déclaré: «Il faut expulser tous les Croates et les Slovènes de Serbie.» (61)

Un Islam réactionnaire et pro-USA

Les Musulmans de Bosnie sont accusés par Tudjman d'avoir voulu sauver l'unité yougoslave. En effet, ce n'est que dans une Yougoslavie unie que la minorité religieuse islamique a trouvé reconnaissance et égalité.

Mais avec le déchaînement des haines «ethniques» et religieuses, une conception réactionnaire de l'islam se répand. Izetbegovic vire de plus en plus vers la conception d'un Etat religieux: «L'ordre islamique se définit comme l'unité de la

foi et de la loi, de la communauté spirituelle et de l'Etat.» Et il s'appuie sur les Etats-Unis et leur alliée, la bourgeoisie compradore qui, de l'Arabie Saoudite au Pakistan, dirige les pays islamiques. Il souhaite «la création de la grande Fédération Islamique, du Maroc à l'Indonésie.» (62)

Pour maintenir la fiction d'un Etat bosniaque, Izetbegovic a créé des milices islamiques et cherche un appui militaire dans les pays islamiques. «Le ministre des Affaires étrangères (de Bosnie-Herzégovine), M. Haris Siladzitch, le disait le 10 août au quotidien Al Khaleef des Emirats arabes unis: «Il n'y a pas de solution politique. La libération de notre pays ne se fera que par les armes.» (63)

La guerre civile absurde entre «ethnies» et «religions» provoque l'apparition, des différents côtés, de milices criminelles mi-fascistes. «Le commandant adjoint de l'armée bosniaque, Jovan Divjak, a reconnu dans une interview à Die Zeit, que l'un des problèmes majeurs de Sarajevo, c'était les bandes armées à l'intérieur de la ville et dans ses environs. Divjak a toutefois ajouté que "c'est grâce à ces bandes de criminels que Sarajevo a pu être défendue dans les premières semaines du siège." (64)

Provocations sanglantes

A plusieurs reprises, les milices musulmanes ont eu recours à des provocations meurtrières pour attirer la pitié du monde islamique. «Des officiels de l'ONU et des officiers supérieurs occidentaux croient que certaines tueries parmi les pires à Sarajevo, y compris le massacre de 16 personnes dans une file devant une boulangerie, ont été l'oeuvre des défenseurs de la ville, musulmans pour la plupart, et non pas des assaillants serbes. Un truc de propagande pour gagner la sympathie du monde et provoquer une intervention militaire». Les télévisions avaient montré des images insoutenables de gens déchiétés par les bombes. Cette provocation des Musulmans a eu lieu quelque temps avant la tenue d'une réunion de la Communauté Européenne qui devait envisager des sanctions contre la Serbie. (65) «L'avion italien qui transportait des couvertures vers Sarajevo, aux mains de la Bosnie, a été abattu, d'après tous les rapports crédibles, par les forces bosniaques. Le convoi régulier de l'ONU de Belgrade vers Sarajevo a été attaqué lui aussi, la semaine dernière, par des forces bosniaques, selon les sources de l'ONU.» (66)

Criminel des trois côtés

Aussi bien en Serbie qu'en Croatie et chez les Musulmans, les milices nationalistes se battent pour le capitalisme et sur une orientation nationaliste réactionnaire. Les éléments déclassés et criminels qui se mettent à la tête des milices,

s'enrichissent par le vol et les «expropriations» et deviennent des «possédants», des bâtisseurs de la société capitaliste nouvelle... L'idéologie nationaliste sert de paravent à des activités criminelles et à des enrichissements à la mode de la mafia.

«Dans la misère générale, on commence à distinguer ceux qui ont accumulé des capitaux au cours de la première année de guerre. Désormais, ils investissent leur argent dans des affaires légales, des bureaux de change, ou bien ils approvisionnent la région en produits en rupture de stock. S'ils ne font pas partie intégrante des pouvoirs locaux autoproclamés, ils n'en sont pas très éloignés non plus. En fait, c'est grâce à leur argent que ces autorités peuvent fonctionner.» (67)

La Yougoslavie, victime de l'ingérence des grandes puissances

L'éclatement de la Yougoslavie en plusieurs mini-Etats non viables est la garantie la plus sûre d'interventions, d'ingérences et d'agressions impérialistes dans les Balkans. La prétendue «autodétermination» n'est qu'une farce grotesque: les lumpen-bourgeoisies à la tête de ces Etats n'ont aucune possibilité ni volonté de développement indépendant, elles sont complètement à la merci des grandes bourgeoisies étrangères. Un Australien d'origine macédonienne, Cento Veljanovski, a dû accourir du fin fond de l'Océanie pour sauver la Macédoine grâce à un plan hardi de privatisations... C'est le temps des aventuriers et des escrocs internationaux, comme lors de la conquête du Far West. Le pseudo-Etat de Bosnie sera doté d'une Cour constitutionnelle où une majorité de membres non bosniaques règlera les différends entre le gouvernement central et les provinces. Et les chantres de l'impérialisme disent ouvertement: «L'instauration d'une tutelle ou d'un mandat des Nations Unies et de la CSCE sur la Bosnie-Herzégovine permettrait d'entamer une véritable résolution des conflits.» (68)

L'Allemagne: «devoir moral d'intervenir dans les Balkans»!

Cette dépendance étrangère obligatoire rend inévitable une rivalité entre les grandes puissances impérialistes, candidates à la domination sur les Balkans. Celui qui justifie la création de ces mini-Etats, se rend nécessairement complice des interventions impérialistes dans la région et des guerres qui s'ensuivent et s'ensuivront.

L'impérialisme allemand domine déjà économiquement les pays de l'ex-Yougoslavie. Maintenant, pour la première fois depuis la défaite des nazis, l'Allemagne ose affirmer qu'il est de son «devoir moral» d'envoyer ses armées dans les Balkans! Die Zeit écrit: «Selon les situations, nous devons nous-mêmes décider si notre participation correspond à nos intérêts». «Il faut aussi savoir donner comme nous avons su prendre. En fait, ne consacrer nos troupes qu'à notre seule défense nationale revient surtout à privilégier cette dernière contre le reste du monde». «La guerre en Bosnie ne présente aucune raison convaincante pour justifier une intervention militaire extérieure». «Il en irait peut-être autrement au Kosovo ou plus encore en Macédoine. Là, l'Occident peut menacer: le premier qui attaque aura affaire à nous! Prenons la Macédoine. Si les Serbes y entrent, beaucoup de choses seront claires, à commencer par l'adversaire. L'objectif sera clair aussi: chasser l'armée serbe de Macédoine - comme autrefois Saddam Hussein du Koweït.» (69)

La bourgeoisie allemande est très consciente qu'elle ne réussira à étendre et consolider son hégémonie dans les Balkans et en Europe de l'Est qu'à condition d'enchaîner la Communauté européenne à sa politique d'expansion. Le journal réactionnaire Bild écrit: «Dès le début de cette guerre, il s'agissait aussi de barrer la route à la prédominance redoutée d'une Allemagne unie dans le Sud-Est de l'Europe. Nous ne sommes pas encore en 1914, l'Allemagne n'est pas isolée comme elle le fut alors. Une sécurité durable ne peut être trouvée que dans le port collectif qui s'appelle Europe.» (70)

Et un général français évoque avec pertinence les conséquences d'une politique militaire «européenne» dans laquelle Mitterrand a engagé la France. «Le dérisoire Eurocorps, forcément dirigé par le plus puissant de ses contributeurs, sera-t-il l'instrument d'une stratégie d'expansion, d'abord dissimulée, puis imposée par la toute-puissance du mark?» (71)

USA: rester le n°1 dans les Balkans

Politiquement et militairement, l'impérialisme américain est toujours la première puissance dans les Balkans. En juin 1992, Panic, citoyen américain et homme d'affaires

milliardaire a fait son apparition à Belgrade au poste de premier ministre, tel un extraterrestre. Cette apparition aussi miraculeuse que celle de la Vierge Marie s'explique par l'orientation pro-américaine de la politique yougoslave et serbe depuis 1948. Le 22 juin 1992, le secrétaire d'Etat américain Baker avait encore réaffirmé le souhait des Etats-Unis de voir s'établir une certaine unité yougoslave sur de nouvelles bases. Panic, le yankee d'origine serbe, fait partie de la mouvance Kissinger - Eagleburger - Scowcroft. La politique officielle du Pentagone est de «prévenir l'émergence de toute autre superpuissance». En Europe, seule l'Allemagne est candidate à ce rôle. Une fraction de la bourgeoisie américaine veut essayer d'utiliser la Serbie, ou une Yougoslavie plus ou moins recousue, contre l'expansionnisme allemand. (72)

Mais l'axe principal des Etats-Unis est d'utiliser la Turquie et les pays islamiques pro-américains comme «intermédiaires» dans la politique de domination américaine.

L'Arabie Saoudite offre déjà une aide financière considérable à la Bosnie; le Koweït demande une intervention militaire internationale; la Turquie a contribué à l'élaboration de projets de bombardement des positions serbes. Une «traverse verte» lie les communautés islamiques dans les Balkans: de la Bosnie, en passant par le Kosovo et l'Albanie, puis par la Macédoine et la Bulgarie jusqu'en Turquie. (73)

Le 17 décembre 1992, les Américains ont proposé lors d'une réunion de l'OTAN de lever l'embargo sur les ventes d'armes à la Bosnie. C'aurait été le signal pour qu'un flot d'armes et de combattants arrive des pays islamiques pro-américains. Dans le gouvernement américain, certains espèrent pouvoir éviter une intervention militaire directe en ayant recours à ces troupes «islamiques». Un autre «avantage» de cette tactique serait de détourner la colère que les masses islamiques ressentent suite aux agressions américaines contre l'Irak et la Palestine au profit d'une aventure dans les Balkans, où les Etats-Unis figureraient comme défenseurs de l'Islam! (74) Le point faible de cette tactique, c'est qu'on joue avec le feu dans une meule de foin: un dérapage, et toute la région s'enflamme.

La Turquie, aujourd'hui l'allié privilégié des Etats-Unis, reste pourtant très divisée sur ses options stratégiques. Erdal Inonu, du Parti Social-Démocrate Populiste, a réaffirmé la ferme volonté du gouvernement Demirel de rejoindre la Communauté Européenne. L'Allemagne rivalise avec les Etats-Unis pour le contrôle de la Turquie, son allié de toujours dans les Balkans.

Le nationalisme russe dans l'expectative

La troisième grande puissance qui a «ses intérêts» à défendre dans les Balkans est la Russie. La perception générale de la guerre civile en ex-Yougoslavie est exprimée par le journal pro-Eltine Rossija, qui affirme qu'elle peut entraîner une nouvelle guerre mondiale. Analysant la politique de l'Occident, elle écrit: «La Serbie doit être affaiblie et la formation d'un Etat slave fort dans les Balkans doit être empêchée. La stabilité dans les Balkans, c'est la stabilité de la Russie - et aujourd'hui, l'unité de la Russie est déjà mise en question.» (75)

Le nationalisme réactionnaire serbe trouve son partenaire «naturel» dans le nationalisme réactionnaire russe. Ils ont un ennemi traditionnel commun: l'Allemagne impérialiste. Cette dernière, qui a fait éclater la Yougoslavie pour s'imposer, peut faire de même en Russie. Après l'éclatement de la Yougoslavie, 31% des Serbes se trouvent en dehors de la «patrie serbe»; aujourd'hui, 25 millions de Russes se trouvent en dehors de la «patrie russe».

Eltine est arrivé au pouvoir en prêchant le retour à la vieille idéologie nationaliste du temps des tsars: il a réintroduit les symboles tsaristes, rétabli le prestige de l'Eglise orthodoxe, pilier spirituel du tsarisme. Mais pour réussir son coup d'Etat, Eltine s'est surtout appuyé sur les Etats-Unis dont il est devenu l'otage. Comme la crise terrifiante qui ébranle la société oblige la nouvelle bourgeoisie à recourir à une idéologie de plus en plus droitière et nationaliste-fasciste, l'alternative est la suivante: ou bien Eltine fera encore une volte-face et se fera le champion de la Russie ultra-nationaliste, ou bien il sera renversé par des forces ultra-nationalistes. Un journal indépendant serbe a évoqué l'éventuelle entrée en scène russe dans les Balkans. «La Russie restera à l'écart tant que les nationalistes n'auront pas renversé Boris Eltine. S'ils réussissent, ce sera le début de la tragédie générale post-socialiste. Vous avez voulu que les nationalistes vous débarrassent des communistes? Regardez ce qu'ils vont faire. L'Occident n'a pas investi un sou pour les privatisations. L'effondrement de l'Est s'est accompagné d'un enrichissement criminel de quelques milliers de nouvelles familles, d'un appauvrissement de l'Etat et de sa transformation en serviteur soudoyé des bandes armées et de la police secrète. Des millions de familles crèvent de faim et, pour une miche de pain, elles seront prêtes à défendre la «nation».» (76)



Partisan yougoslave, avec marteau et faucille. Au sein de l'armée des partisans, Serbes, Croates, musulmans et toutes les nationalités combattirent côte à côte l'invasisseur.

Guerre injuste des trois côtés

Une extension de la guerre dans les Balkans peut aspirer la Russie dans le brasier. Cela pourrait être le point de départ d'une guerre européenne dont les trois acteurs principaux - les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie - poursuivraient des buts réactionnaires, expansionnistes et criminels; leurs alliés locaux ne seraient que des sous-fifres dans cette guerre impérialiste. Nous connaissons une situation comparable à celle de la Première Guerre mondiale, lorsque le devoir de tous les révolutionnaires était de préparer les conditions d'une insurrection victorieuse contre leur propre bourgeoisie, pour le socialisme international.

Une inconnue majeure dans un tel conflit serait la possibilité des communistes soviétiques d'influencer et de diriger les masses contre le nationalisme réactionnaire russe, pour le renversement de la nouvelle bourgeoisie et le rétablissement de la dictature du prolétariat.

Marche arrière sur toute la ligne

Il est significatif que, trois ans après les «révolutions pour la démocratie et la liberté», on puisse évoquer à nouveau la possibilité d'une guerre européenne généralisée. Le masque «démocratique» et «populiste» que l'impérialisme a pu revêtir à la faveur de l'effondrement du socialisme, est déjà tombé. Lénine a souvent dit que l'impérialisme signifie la réaction, la violence et l'anti-démocratie sur toute la ligne: «développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies». (77) Au cours de sa longue lutte pour subvertir et renverser le socialisme en URSS et à l'Est, l'impérialisme a soutenu tout ce qui était réactionnaire et médiéval, l'obscurantisme et la religion, le nationalisme et le fascisme. L'effondrement du socialisme et des idéaux progressistes et sociaux qu'il incarnait devait nécessairement apparaître comme la victoire de tout ce qui est réactionnaire et rétrograde. Aussi assistons-nous sur les cinq continents au développement de nationalismes de type fasciste et de courants religieux fondamentalistes. Si la religion reste bel et bien l'opium du peuple, le nationalisme en est la cocaïne et tous deux servent à droguer et aveugler les masses. Tous deux poussent les masses désespérées dans des guerres réactionnaires au profit de «leur» bourgeoisie. Jusque récemment, le véritable visage de notre démocratie bourgeoise, on pouvait le voir surtout dans le tiers monde. Aujourd'hui, la nature profonde de notre démocratie et de notre liberté se révèle aussi en Europe même, dans les Balkans où l'Europe impérialiste et ses sous-

fifres locaux provoquent la terreur, la destruction, la violence bestiale, la guerre civile réactionnaire. Nous, les communistes, pouvons être fiers de maintenir, seuls, le drapeau de l'unité des travailleurs, du travail créateur, de la culture progressiste, du progrès social, de la démocratie populaire et de la paix, drapeau autour duquel les masses opprimées finiront par se rallier à la révolution socialiste.

Vlaams Blok: un scénario à la yougoslave pour la Belgique

L'ingérence allemande en Yougoslavie, l'éclatement de ce pays et les guerres civiles réactionnaires qui s'y produisent ont une signification très profonde pour la situation actuelle et l'avenir de la Belgique.

En Belgique, le Vlaams Blok se fait le défenseur de la politique criminelle qui a mis la Yougoslavie à feu et à sang. Le Vlaams Blok prend position contre les Etats multinationaux. La Yougoslavie était un «Etat-brassage» dont «l'internationalisme abrutissant était meurtrier». Dans la même foulée, Verreyken du Vlaams Blok affirme qu'il «a été prouvé en Belgique que l'idéal du brassage ne fonctionne pas». Les fascistes flamands envisagent un scénario à la yougoslave pour la Belgique; faisant fi des innombrables tueries organisées par les différentes fractions yougoslaves, Verreyken poursuit: «Le nationalisme populaire s'est révélé être une force libératrice pendant des décennies de terreur socialiste-communiste». (78) Bel exemple d'intox nazie! Pendant des dizaines d'années, les Belges se sont rendus en Yougoslavie et ils y ont vu la parfaite cohabitation des Serbes, Croates, Slovènes et Musulmans. Cette vie en commun relativement harmonieuse et pacifique est présentée comme «la terreur communiste». Bien sûr, l'Etat yougoslave a réprimé les individus qui prêchaient la résurrection du nationalisme fasciste croate ou serbe. A présent, ces mafias nationalistes fascistes, les Oustachis en Croatie et les Tchetsniks en Serbie, agissent ouvertement. Par le mensonge, l'intoxication, la provocation et le crime, le nationalisme haineux a divisé les Serbes, les Croates et les Musulmans et les a plongés dans une guerre civile criminelle et barbare. Voilà ce que les fascistes flamands appellent «le nationalisme populaire libérateur»!

Tout ceci prouve que les fascistes du Vlaams Blok font peser la menace du séparatisme et de la guerre civile réactionnaire sur la Belgique. Non, ceci n'est plus une hypothèse absurde.

Qui aurait pu penser, il y a à peine dix ans, que la Yougoslavie pourrait être déchirée en 1993 par des guerres criminelles? Dans ce pays, l'élément qui a déclenché la machine infernale est l'intervention allemande en faveur du séparatisme croate et slovène. Si, à l'avenir, l'Allemagne veut exercer un contrôle direct sur la Belgique, elle peut donner un «coup de main» à ses «amis» de toujours, les nationalistes-fascistes flamands, comme elle le fit avec leurs collègues croates.

Il est encore plus inquiétant de voir les partis bourgeois emboîter le pas au nationalisme réactionnaire du Vlaams Blok. Le «président» flamand, Luk Van den Brande, a déclaré: «Ma conviction est avant tout une conviction confédérale». «Concernant la sécurité sociale, il y a des limites à la solidarité intercommunautaire». (79) Le Vlaams Blok s'est hâté d'assurer Van den Brande de son soutien! Rappelons que la Yougoslavie est devenue une confédération en 1974, ce qui a ouvert la porte à la dérive nationaliste-fasciste. Van den Brande dit aussi: «Le séparatisme n'est pas un spectre pour moi». (80) «Le risque existe que les Wallons rendent la cohabitation en Belgique impossible». (81) Le socialiste Louis Van Velthoven s'est rapproché de la thèse nationaliste-fasciste selon laquelle «l'intérêt flamand est l'intérêt supérieur» lorsqu'il a laissé échapper la phrase: «Le temps où il y avait toujours un intérêt supérieur à l'intérêt flamand, ce temps est irrémédiablement passé». (82) Tout comme les nationalismes réactionnaires serbes et musulmans se sont manifestés en réaction au nationalisme-fascisme croate, les dirigeants bourgeois wallons et bruxellois se sont jetés dans la mêlée. Spitaels: «Il est indispensable d'être wallingant. Comment peut-il y avoir création d'une nation ou d'un Etat, sans la mise en évidence d'une identité et d'une fierté?» (83) Et Charles Picqué d'évoquer l'hypothèse d'une «rupture avec la Flandre»: «Bruxelles devrait affirmer, sur le plan international, son indépendance par rapport à la Flandre». (84)

Pour une Belgique multinationale, unitaire et socialiste

Contre cette avalanche de conceptions nationalistes, il est important de réaffirmer quelques idées marxistes élémentaires. L'Etat socialiste de l'avenir sera un Etat multinational. Nous soutenons une Belgique multinationale et unitaire. L'unité des ouvriers et travailleurs, au-delà des différences de langue ou de religion, est un principe fondamental du marxisme. Dans un Etat multinational, les marxistes affirment toujours comme premier principe la lutte commune et l'organisation unie des travailleurs, quelle que soit leur langue, leur nationalité ou leur religion. Nous sommes pour une Belgique unitaire, parce que l'intérêt des ouvriers et travailleurs est unique: unis, néerlandophones, francophones, germanophones et immigrés, ils luttent pour imposer leurs revendications économiques et démocratiques communes de façon unitaire, valable pour toute la Belgique. Jamais, sous aucun prétexte, les travailleurs néerlandophones ne peuvent s'unir aux patrons flamands (qui sont d'ailleurs largement américains et allemands) sous le toit pourri du «nationalisme populaire». D'une commune détermination, les travailleurs néerlandophones et francophones s'opposent à toute forme de discrimination sur base de la langue ou de la religion, fût-elle arabe, turque ou musulmane.

L'Otan, plus agressif, étend sa présence

Depuis la restauration du capitalisme en Union soviétique, nous assistons à une escalade de violence réactionnaire, d'interventions armées impérialistes et de guerres locales dans les Balkans, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Tadjikistan. Le mouvement pacifiste, qui a mobilisé des centaines de milliers de personnes au cours des années 70 et 80, a honteusement disparu au moment même où la paix est de plus en plus menacée. Le mouvement pacifiste était dirigé contre les missiles nucléaires Pershing américains et contre les SS-20 soviétiques, contre l'Otan et contre le Pacte de Varsovie. Le Pacte de Varsovie a disparu. L'Otan est devenu plus agressif et a élargi le domaine de son intervention. Mais où sont les pacifistes?

Démission du mouvement pacifiste

Lorsque, sous la pression économique, politique et militaire de l'Occident, le capitalisme a été complètement restauré à l'Est et le Pacte de Varsovie dissout, la majorité du mouvement pacifiste a estimé que cette évolution était positive et

avantageuse pour la paix. L'anticommunisme a poussé beaucoup de pacifistes à se réjouir d'une évolution qui devait nécessairement aboutir à la réaction, au fascisme, aux guerres civiles et aux guerres ethniques et religieuses. Le mouvement pacifiste s'est inspiré de vagues considérations morales; il a été incapable de baser son action sur une analyse de classe de notre système impérialiste et de sa responsabilité primordiale dans la course aux armements. Lorsque la grande bourgeoisie a triomphé du socialisme, elle s'est lancée immédiatement dans des aventures militaires criminelles contre le tiers monde, et notamment contre le Panama et contre l'Irak. Ces crimes, elle les a justifiés par des raisons «humanitaires» et des considérations de «droits de l'homme». Le mouvement pacifiste a accepté cette démagogie impérialiste et il a honteusement disparu de la scène au moment même où la guerre impérialiste était portée dans le tiers monde, puis dans les Balkans.

En même temps, nous constatons aujourd'hui que de larges masses de la population belge ressentent une inquiétude très vive; les gens sentent instinctivement que la crise du capitalisme pourrait bien aboutir, une nouvelle fois, à une guerre généralisée en Europe. Nous-mêmes sommes restés très en retard par rapport à cette prise de conscience massive. Pourtant, il y a là une possibilité importante de faire comprendre que le capitalisme, c'est la guerre, que le capitalisme est un système meurtrier. L'agressivité arrogante de la bourgeoisie a intimidé certains d'entre nous qui se sont laissés aller au défaitisme; nous n'avons pas fait preuve de la combativité et de l'esprit d'initiative nécessaires. Il faut utiliser les faits révoltants qui sont révélés quotidiennement pour faire passer les mots d'ordre: «Non à la guerre, non à l'Otan, non à l'expansionnisme allemand!». «Non à la guerre, non aux agressions «humanitaires»!».

Otan, pacte agressif

Du temps de Staline, le mouvement communiste international a réalisé une analyse pertinente de l'Otan, pacte agressif qui a pour but de détruire les Etats socialistes et de réoccuper leurs territoires, pacte dominé par les Etats-Unis qui s'en servent pour contrôler et dominer y compris leurs alliés européens.

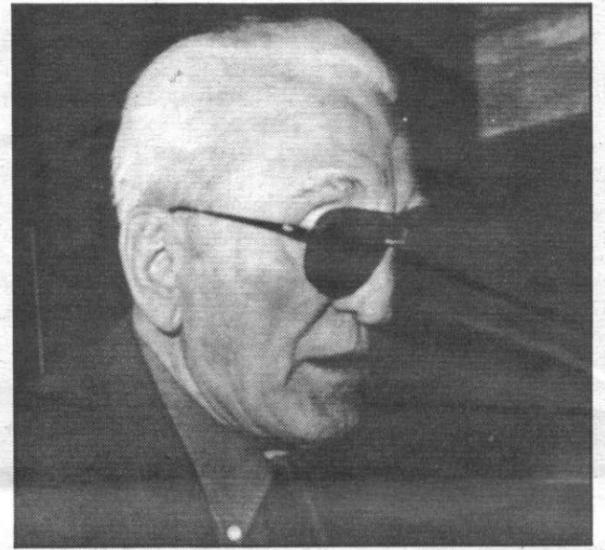
Après la disparition du Pacte de Varsovie, le prétexte au nom duquel ce pacte agressif avait été créé, a disparu et toutes les forces de la paix devaient exiger la dissolution de l'Otan. Or, l'Otan a profité de l'effondrement du socialisme à l'Est et en URSS pour se lancer dans une nouvelle politique encore plus agressive et plus aventurière. Au lieu de se dissoudre, l'Otan a élargi énormément le terrain de sa domination et de son intervention militaire. La guerre contre l'Irak était en fait sa première guerre hors de sa zone traditionnelle, sa première guerre contre le tiers monde. En outre, il a étendu son terrain d'intervention à toute l'Europe de l'Est et aux Républiques soi-disant indépendantes de l'ancienne Union soviétique. L'agression contre la Yougoslavie montre que l'Otan se prépare à des interventions et des guerres dans tous les anciens pays socialistes.

USA: «nous devons diriger le monde»

Dans ces nouvelles conditions, l'Otan a acquis deux caractéristiques nouvelles. D'abord, l'Otan devient un instrument essentiel permettant aux Etats-Unis de maintenir leur position de seule superpuissance. Ensuite, l'Otan est un cadre dans lequel l'impérialisme allemand manoeuvre pour acquérir le statut de superpuissance.

L'impérialisme américain affirme de nos jours avec une franchise révoltante qu'il est et restera la seule superpuissance, qu'il lui revient de diriger le monde, qu'il peut imposer son «ordre» au niveau international et qu'il est prêt à intervenir partout, seul s'il le faut, pour maintenir cet ordre. Au moment où l'impérialisme américain atteint son apogée, l'analyse marxiste de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, comme système de terreur internationale et comme source de guerre prouve son entière validité. Aujourd'hui, l'impérialisme américain, à travers l'Otan, affirme ouvertement que dans le nouvel ordre mondial, plus aucun pays n'a droit à l'indépendance et la souveraineté. L'impérialisme américain, la plus grande machine à tuer du monde, se proclame seul juge de la situation intérieure des autres pays, il peut invoquer à tout propos des raisons «humanitaires» pour bafouer l'indépendance de n'importe quel pays et d'y envoyer son armée.

En même temps, il faut se rappeler que c'est au nom du principe sacré de «l'indépendance nationale» que l'impérialisme américain a dirigé la contre-révolution en Hongrie et en Tchécoslovaquie, en Ukraine et en Arménie. Dans tous ces pays et républiques, des réactionnaires et des fascistes se sont battus au nom de «l'indépendance», eux qui n'étaient que des mercenaires au service de l'impérialisme, des ennemis du socialisme comme de l'indépendance authentique de leur peuple. Des criminels comme Nagy en Hongrie, ont à juste titre été fusillés. Aujourd'hui, nous voyons que les



Débat Yougoslavie. Vladimir Dapcevic, marxiste-léniniste yougoslave: «La Yougoslavie, où la Constitution de 1974, très confédéraliste, déchaîna les idéologies nationalistes, est un laboratoire pour l'Europe. La Belgique n'est pas épargnée par la montée des mêmes nationalismes»

successeurs de Nagy et de Rajk, des hommes comme Vaclav Havel, agissent effectivement comme des agents de la domination impérialiste étrangère sur leurs pays. En véritable agent de la CIA, Havel a déclaré que «l'Otan a été fondé comme instrument pour protéger la liberté et les valeurs de la civilisation occidentale» et il a demandé l'entrée de son pays dans l'Otan. (85)

«Indépendance», «démocratie», «liberté» et «droits de l'homme» sont des mots d'ordre démagogiques, des paravents derrière lesquels l'impérialisme impose le totalitarisme du marché libre au monde et s'impose comme gendarme surarmé d'un régime mondial d'exploitation.

Le Pentagone et le comité des chefs de l'état major de l'armée américaine ont publié, début 1992, deux documents sur la stratégie des Etats-Unis. On y lit que les Etats-Unis sont «la seule superpuissance», et que ce statut doit être «perpétué par une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie américaine». «L'ordre international est en définitive garanti par les Etats-Unis (qui doivent) agir indépendamment quand une action collective ne peut être mise sur pied ou en cas de crises nécessitant une action immédiate». (86)

Quant au général Colin Powell, la plus haute autorité militaire, il a écrit: «L'Amérique doit assumer la responsabilité de sa puissance. Nous devons diriger le monde. Et nous ne pouvons le diriger sans nos forces armées». «Au cours des trois dernières années, les forces armées ont été utilisées à plusieurs reprises (...) Aux Philippines (deux fois), à Panama (trois fois), au Salvador, au Libéria, en Irak (trois fois), en Somalie (deux fois), au Bangladesh, au Zaïre, à Cuba, dans l'ancienne Union soviétique, en Angola, en Yougoslavie. On pourrait aussi mentionner l'implication de nos troupes dans les opérations des Nations Unies, du Sahara occidental au Cambodge et à la Bosnie-Herzégovine». (87)

Les cinq axes de la stratégie des Etats-Unis

Pour maintenir son hégémonie dans le monde entier, l'impérialisme américain a développé une stratégie internationale selon cinq axes.

D'abord: soumettre fermement les pays de l'Europe de l'Est et les républiques «indépendantes» de l'ex-Union soviétique au contrôle américain en y instaurant la surveillance policière et militaire de l'Otan: «La politique américaine a fait admettre que l'Organisation atlantique avait compétence pour traiter des problèmes dits «de sécurité» concernant l'ensemble des «pays de l'Est». Les Etats-Unis veulent pouvoir s'en servir pour conduire leur politique envers l'ensemble des anciennes démocraties populaires et, plus tard, envers les anciennes républiques soviétiques en y impliquant leurs partenaires de l'Europe occidentale de manière à garder leur rôle dirigeant.» (88)

L'Otan garantit aux nouvelles bourgeoisies, composées de mafiosi, de criminels et d'exploiteurs, qui règnent à l'Est la «stabilité» de leur régime. Sous prétexte que la «sécurité» comprend des aspects politiques et économiques, l'Otan se porte garant du maintien du nouvel ordre bourgeois et du capitalisme libéral contre tout mouvement révolutionnaire. Le pacte «élargi» prétend vouloir «construire un véritable partenariat entre l'Otan et les pays de l'Europe Centrale et Orientale». «Notre objectif commun est d'améliorer la sécurité européenne par la promotion de la stabilité en Europe centrale et orientale». «La sécurité est aujourd'hui basée sur un concept large qui comprend plus que jamais des aspects politiques, économiques, sociaux et d'environnement aussi bien que la défense». (89)

Mais le nationalisme réactionnaire qui domine à l'Est aboutit, en temps de crises économiques graves, à des guerres civiles. L'Otan, qui se définit maintenant comme un «instrument pour établir un ordre dans la région euro-atlantique», devra entreprendre des interventions militaires et des guerres pour y maintenir la domination «paisible» de nos multinationales. (90) L'intervention des avions américains, néerlandais, français et turcs au-dessus de la Serbie inaugure cette série d'interventions et de guerres. (91)

Deuxième axe de la stratégie visant à maintenir l'hégémonie mondiale: empêcher le rétablissement de l'Union soviétique ou l'établissement d'une union étroite entre la Russie et certaines Républiques. Les armées de l'Otan garderont l'oeil sur «les risques pour la stabilité en Europe d'un regain du nationalisme en Russie ou d'une tentative de rattacher à nouveau à la Russie des pays devenus indépendants: l'Ukraine, la Biélorussie, ou, éventuellement, d'autres encore». (92)

Troisième et quatrième axes de la stratégie mondiale américaine: empêcher que l'Allemagne et le Japon deviennent des superpuissances capables de rivaliser avec les Etats-Unis. Le Pentagone écrit qu'il faut «décourager les nations industrielles avancées de défier le leadership américain». «Nous devons agir en vue d'empêcher l'émergence d'un système de sécurité exclusivement européen qui déstabiliserait l'Otan». (93) Paul-Marie de la Gorce conclut que l'Alliance n'a «pas seulement pour objet de défendre le continent européen mais d'y assurer aussi la prépondérance politique et stratégique des Etats-Unis». (94)

La nouvelle structure militaire de l'Otan, et notamment la création d'une force d'intervention rapide, dépendant du commandement intégré (c'est-à-dire américain), est également conçue pour mieux assurer le contrôle des Etats-Unis sur ses chers alliés européens. Ainsi, la force d'intervention rapide sera caractérisée par un plus haut degré d'intégration, jusqu'au niveau des brigades. On parle de «formation d'unités multinationales». (95)

En Asie aussi, l'impérialisme américain veut «empêcher l'émergence de n'importe quelle hégémonie régionale» et prévenir «la déstabilisation qui viendrait d'un rôle accru de la part de nos alliés, en particulier le Japon mais aussi, éventuellement, la Corée». (96)

Le cinquième axe de la stratégie américaine est d'empêcher l'émergence de puissances économiques et militaires menant une politique d'indépendance dans le tiers monde. La création d'une force d'intervention rapide et la fabrication d'armes nucléaires adaptées à un usage dans le tiers monde servent ce but.

Ainsi, les Etats-Unis déploieront à partir de 1995 un nouveau missile air-sol, le Tactical Air-to-Sol Missile, des missiles de croisière air-sol qui peuvent être dotés d'une charge nucléaire. Ils seront produits par milliers et déployés dans l'ensemble de la flotte des bombardiers stratégiques américains. «Ils contribueront pour beaucoup à la suprématie militaire des Etats-Unis dans le monde». (97) «Le général Lee Butler et ses planificateurs sont dans la première phase de la construction et des essais de modèles d'ordinateurs qui pourraient permettre à Monsieur Clinton de diriger des armes nucléaires contre des pays du tiers monde menaçant les intérêts des Etats-Unis ou de ses alliés.» (98)

Rivalité Allemagne - USA

L'Otan nouvelle mouture est aussi le cadre de rivalités et de luttes accrues entre puissances impérialistes, surtout entre l'Allemagne, candidate au statut de superpuissance et les Etats-Unis, mais aussi entre la France et les Etats-Unis.

Par la subversion «pacifique», et grâce à la trahison de Khroutchev, Brejnev et Gorbatchev, l'Allemagne impérialiste a obtenu tout ce qu'elle a cherché, en vain, à arracher pendant la première et la seconde guerre mondiale. La Grande Allemagne de 1993 annonce sur un ton triomphaliste qu'elle a repoussé son ennemi héréditaire, «la Russie, dans les frontières du début de 17ème siècle». Elle se pose en garante de «tous les intérêts nationaux de sécurité» des pays de l'Est et des anciennes républiques de l'URSS. Ici, elle mentionne particulièrement les pays qu'elle a essayé d'annexer et de contrôler au cours des deux guerres mondiales: l'Ukraine, la Pologne, les pays baltes (anciens pays de colonisation allemande, qu'elle veut faire entrer dans la Communauté Européenne) et les pays de l'Europe de l'Est. Lothar Rühl écrit: «Une nouvelle responsabilité européenne incombe ici à l'Allemagne». «La sécurité occidentale ne peut rayonner sur l'Est de l'Europe qu'à travers l'Allemagne comme partenaire fidèle de l'alliance occidentale. Pour cette raison aussi le rattachement de l'Allemagne à l'Otan reste nécessaire à l'avenir». «Ici se trouve le terrain de travail principal de l'Allemagne». (99)

Pour élargir sa domination en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-URSS, l'Allemagne compte utiliser l'Otan à son profit. Elle a déjà réussi à lancer l'Otan contre son ennemi héréditaire, la Serbie; demain, elle espère le faire contre son seul rival traditionnel à l'Est: la Russie. L'Allemagne compte ainsi utiliser le bouclier de l'Otan pour être en



«Le mouvement pacifiste, qui a mobilisé des centaines de milliers de personnes au cours des années 70 et 80, a honteusement disparu au moment même où la paix est de plus en plus menacée.»

mesure poursuivre «pacifiquement» son expansion économique vers l'Est. D'ailleurs, dans les conditions actuelles, seule l'Otan a la capacité militaire et logistique de mener une guerre contre la Russie.

L'Europe au service de l'Allemagne

Mais, comme toujours depuis 1945, l'Allemagne joue sur deux tableaux: celui de l'Alliance Atlantique et celui de l'unité européenne. Elle alterne et combine habilement les deux, pour en tirer le maximum à son propre profit.

L'axe essentiel de la stratégie allemande est de renforcer son statut de superpuissance économique grâce à la construction de l'Europe allemande. L'Allemagne a un besoin vital de se subordonner les autres bourgeoisies européennes afin de disposer du grand marché européen. Celui-ci permet aux multinationales allemandes d'acquiescer une taille suffisante pour se lancer dans la concurrence mondiale avec les Japonais et les Américains. L'Allemagne a aussi un besoin vital de la construction politique de l'Europe, pour donner une base suffisante à ses ambitions politiques et militaires internationales.

Elle cherche à présent à renforcer sa domination économique en Europe de l'Est et dans certains pays de l'ex-URSS; le poids économique supérieur qu'elle pourrait acquiescer de la sorte servira aussi à consolider son hégémonie au sein de la Communauté européenne.

Sur les marchés mondiaux, les impérialistes européens ont des intérêts propres qui s'opposent souvent à ceux des Américains. Aussi s'engagent-ils dans une «politique européenne de défense». Le 22 mai 1992, à La Rochelle, Kohl et Mitterrand ont donné le signal de la création de l'Eurocorps, annoncé depuis le 16 octobre 1991. Dans leur déclaration commune, les impérialismes allemand et français affirment: «La mise sur pied de ce corps contribuera à doter l'union européenne d'une capacité militaire propre.» (100) Ce corps devra être opérationnel en 1995 en tant que force d'intervention rapide. Il comptera 35.000 à 40.000 soldats, essentiellement des unités allemandes et françaises, mais les gouvernements belge, luxembourgeois et espagnol veulent y intégrer des troupes.

L'Allemagne et la Hollande formeront également un corps d'armée multinationale de trois divisions, comptant 25.000 hommes, mais qui peut s'accroître jusqu'à 50.000. La Grande Bretagne et le Danemark peuvent y participer.

Ainsi, l'Allemagne «démocratique» est en train de réussir ce que l'Allemagne nazie n'a pas pu accomplir: intégrer les autres armées européennes dans des structures multinationales commandées par l'Allemagne. Pendant la seconde guerre mondiale, l'Allemagne nazie a engagé des unités militaires flamandes, wallonnes, françaises, hollandaises sur le front de l'Est. Cette même politique d'utilisation des armées européennes pour réaliser l'expansion allemande à l'Est, est poursuivie brillamment dans les conditions actuel-

les: «Volker Rühe, ministre de la Défense, affirme qu'il veut donner une nette priorité au concept politique de la multinationnalité pour la défense de l'Europe centrale.» (101)

La mise sur pied d'une armée européenne est aussi la seule voie permettant à l'Allemagne de mettre la main sur des armes nucléaires, jusqu'à présent réservées aux seuls Français et Anglais. Le Monde note «le fait que le chef de l'Etat français a, de lui-même, évoqué le jour où, sous une forme encore à imaginer, il sera possible de donner une vocation européenne à la dissuasion.» (102)

Expansion militaire

L'Allemagne s'est appuyée aussi bien sur l'Otan que sur l'Eurocorps pour faire intervenir ses forces armées à l'extérieur des frontières allemandes et de la zone de l'Otan: en envoyant des militaires en ex-Yougoslavie, elle annonce son intention d'assurer une présence militaire dans les pays qu'elle a occupés ou contrôlés pendant la dernière guerre mondiale. En envoyant 1.500 militaires en Somalie, l'Allemagne inaugure des interventions militaires dans le tiers monde.

Les revanchistes allemands préparent activement le jour où il sera à nouveau «glorieux» pour un fils de l'Allemagne de tomber sur les champs de bataille à l'étranger! Le général Neumann, chef d'état major de la Bundeswehr «a rappelé que l'engagement d'une armée supposait aussi «que tout homme soit prêt, pour la défense de notre pays et de nos citoyens, à prendre une arme et risquer sa vie, y compris à l'extérieur de l'Allemagne.» (103) L'Allemagne réapprend Guillaume II et Hitler.

Une crise qui n'a pas d'issue sous le capitalisme

Le capitalisme, système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, est caractérisé par des contradictions internes insolubles qui, aujourd'hui, sous nos yeux, s'exacerbent dramatiquement.

Dans le monde entier, s'aiguisent la contradiction entre le capital et le travail et les contradictions entre les puissances capitalistes. Nous sommes au milieu de grands bouleversements, à la veille de nouvelles crises économiques et de guerres. Tous les partis bourgeois, y compris les sociaux-démocrates et les écologistes, promettent de résoudre les problèmes de notre société, en maintenant le système capitaliste. C'est un mensonge, c'est de la tromperie. Aujourd'hui, la réalité nous montre que le capitalisme est un système



La crise capitaliste est un tunnel sans fin. En 1970, les pays industrialisés de l'OCDE comptaient 5 millions de chômeurs. Aujourd'hui, 33 millions. A coups d'investissements gigantesques, payés par ce qu'on nous a pris, le secteur automobile aura en 1995 une surcapacité de cinq millions de voitures.

inhumain et criminel qui sème destruction et désolation à l'échelle mondiale et qui entraîne le monde vers des guerres destructrices.

Le tunnel n'a pas de fin

En 1989 et 1990, notre gouvernement apercevait la fin du tunnel: l'Europe connut un impressionnant «boom» de ses investissements industriels. Les braves travailleurs devaient faire des sacrifices, les tout derniers, pour que leurs courageux patrons puissent investir, ce qui créerait de l'emploi. Or, aujourd'hui, on vient nous dire, très sérieusement, que les investissements ont créé... des capacités excessives et qu'il faut d'urgence rationaliser et licencier pour sauver l'essentiel! (104)

Les sidérurgistes ont investi énormément dans de nouvelles technologies parmi les plus performantes au monde. Mais fin 1992 la surproduction a obligé Thyssen, numéro 1 allemand, à diminuer sa production de 20 %. Le président d'Usinor-Sacilor, numéro 1 européen, dit: «Nous sommes trop nombreux en Europe, il faut des fusions». Investir pour créer de l'emploi? Les derniers investissements dans la sidérurgie ont créé une surcapacité de 20 à 30 %. Il faudra à nouveau licencier 100.000 sidérurgistes en Europe!

Philips Electronics a déjà liquidé 70.000 jobs, 23 % de son personnel. Siemens prévoit de rayer 15.000 emplois, plus de la moitié dans le secteur des ordinateurs et semi-conducteurs. (105)

Ces dernières années, les usines d'automobiles européennes ont diminué leurs coûts de production de 50 % et plus, rattrapant pratiquement la concurrence japonaise. Les travailleurs sont-ils sauvés pour autant? Bien au contraire: dans les six années à venir, les patrons de l'automobile liquideront 600.000 travailleurs sur un total d'1,8 million d'emplois.

En 1992, l'Europe a produit 13,5 millions de voitures. Mais il y avait déjà une surcapacité d'1,5 million d'unités. Or, Toyota, Honda, VW, Peugeot, Fiat, etc. sont en train de construire de nouvelles usines robotisées qui auront une capacité de deux millions de voitures en 1995. La flexibilité (travail de nuit et du week-end) accroîtra la production d'un à deux millions de voitures sans investissements nouveaux. Enfin, en Europe de l'Est, les usines qui produisaient les Trabant, les Skoda, les Polski et les Wartburg ont été reprises par des multinationales qui les ont complètement renouvelées, créant une nouvelle capacité d'un million d'unités. En 1995, la surcapacité devrait atteindre entre 4,5 et 5 millions de voitures!

La guerre de la compétitivité

Tous les capitalistes du monde se sont engagés dans une guerre mondiale contre les travailleurs. Trente trois millions de chômeurs dans les pays industrialisés, des centaines de millions de chômeurs dans le tiers monde: partout, le capital impose des baisses de salaires, la liquidation des lois et des acquis sociaux, la flexibilité accrue. Et en même temps, les capitalistes poussent les ouvriers des différents pays du monde à se faire la guerre entre eux. Cette guerre entre ouvriers s'appelle: la lutte pour la compétitivité. La social-démocratie et les dirigeants syndicaux de droite affirment qu'il n'y a rien à faire, qu'il faut bien participer à la bataille

internationale de la compétitivité. Pourtant, cette voie mène tout droit à la destruction physique des travailleurs. Le capital impose, dans le tiers monde, bien sûr, mais de plus en plus souvent chez nous aussi, des conditions de travail absolument inhumaines, qui détruisent la santé physique et mentale des ouvriers. Partout dans le monde impérialiste, les patrons exigent que leurs travailleurs soient «compétitifs» avec des hommes d'autres pays qu'ils peuvent exploiter dans des conditions proches de l'esclavage. Aujourd'hui, au Japon, 40 % des travailleurs craignent le «karoshi», c'est-à-dire la mort par surmenage. (106)

Voilà pourquoi le capitalisme est un système criminel. Le développement prodigieux de la technologie crée des richesses sociales de haute qualité et en abondance, mais il «produit» en même temps le chômage, la misère et la surexploitation pour les hommes mêmes qui ont créé, par leur travail, ces richesses. Une poignée de riches vit dans un luxe révoltant, une masse grandissante connaît la pauvreté et le surmenage.

Vivent les robots! A bas les hommes!

Il y a à peine trois ans, toute la presse pourrie criait à tout rompre que le socialisme était mort. En 1993 nous constatons qu'il n'y a pas de survie possible sous le capitalisme. Au niveau mondial, chaque nouveau progrès technologique provoque des dégradations des conditions de vie et de travail. Cette vérité commence à s'imposer à la conscience des ouvriers belges.

D'abord, l'automatisation et la robotisation privent des centaines de milliers de travailleurs de leur emploi, sans aucun espoir d'en trouver un autre. L'automatisation qui peut, sous un régime socialiste, rendre la vie de tous les travailleurs plus facile, plus digne et plus riche, produit chez nous le spectre du chômage permanent. La robotisation et l'automatisation expulsent de la vie active non seulement les travailleurs manuels, mais aussi, à un rythme croissant, les employés et les cadres.

Peter Praet, responsable du service économique de la Générale de Banque, déclare: «Les reprises successives mordent chaque fois moins efficacement dans le chômage et, à chaque sortie de la crise, le stock (permanent) de chômeurs ou d'emplois précaires s'aggrave. Actuellement, un quart du marché du travail relève de l'assurance chômage ou de la Sécu». (107)

En 1970, il y avait 5 millions de chômeurs dans les pays industrialisés de l'OCDE. Aujourd'hui, après vingt ans de progrès techniques prodigieux, ils sont 33 millions. En 1970, la Belgique connaissait 83.000 chômeurs; aujourd'hui, ils sont 508.000 - mais 1,05 million si l'on tient compte des prépensions, des chômeurs agés évacués des statistiques, des emplois précaires et à mi-temps, des interruptions de carrière.

Dans toute l'Europe, le chômage s'aggrave dramatiquement dans la récession à venir, devenant le problème social et politique numéro un. Dans les trois années à venir, le Bureau du Plan prévoit une nouvelle hausse du chômage de 75.000 unités. (108) Et «il sera impossible de renverser ce chômage pendant plusieurs années lorsque, finalement, la relance cyclique suivante commencera». (109) Cela veut

dire que les terribles sacrifices qu'on demande maintenant aux travailleurs permettront, peut-être, dans quelques années de relancer les bénéfices et les investissements, mais que le chômage ne diminuera plus... et que la crise prochaine sera encore plus dévastatrice, pour déboucher, peut-être, sur la guerre!

Cette globalisation des marchés qui nous tue

La globalisation des marchés est une deuxième conséquence de l'avancée technologique qui rendra impossible la survie dans le régime capitaliste. De nos jours, les capitaux et les investissements peuvent se déplacer très rapidement d'un bout du monde à l'autre. Des transports rapides lient n'importe quel lieu de production aux marchés mondiaux. Cette globalisation permet aux capitaux des secteurs traditionnels d'émigrer vers les pays où un ouvrier «vaut» deux cent francs par jour. Elle augmente le chômage dans le monde impérialiste.

La globalisation met aussi l'ouvrier belge face à face avec l'ouvrier philippin, coréen, turc, marocain, brésilien, hongrois: la norme de la compétitivité entraîne le travailleur dans la spirale infernale du nivellement vers le bas. Peter Praet, de la Générale de Banque, dit: «L'assouplissement des frontières et l'exacerbation de la concurrence s'accompagnent inévitablement d'une tendance à une harmonisation des conditions de concurrence. Cela signifie une tendance au nivellement vers le bas». (110)

La conquête de l'Europe de l'Est par l'impérialisme européen constitue un élément important de la globalisation des marchés capitalistes. D'un seul coup, le capitalisme place l'ouvrier de Volkswagen Forest en position de concurrence avec l'ouvrier de Skoda, en République Tchèque. VW paie en Allemagne des salaires de 31 dollars par heure; à Skoda, désormais, elle paie... 3,5 dollars! «Les travailleurs de mon pays, dit le ministre tchèque de l'Economie, sont aussi bons qu'en Allemagne, et probablement meilleurs que les ouvriers de l'usine VW en Espagne». Le socialisme avait formé en Tchécoslovaquie des ouvriers bien qualifiés. Business Week écrit: «Les forces de travail bon marché et bien éduquées de l'Est offrent peut-être la meilleure chance pour les entreprises européennes de résoudre leur problème chronique de la compétitivité!» (111) Voilà une phrase terrible qui mérite réflexion de la part des responsables syndicaux qui suivent la logique patronale de la «compétitivité»!

Au nom de la lutte contre le «stalinisme», la liberté capitaliste a été réintroduite à l'Est. La social-démocratie et les écologistes ont acclamé cette évolution, les dirigeants syndicaux de droite s'en sont félicités. Aujourd'hui, nous constatons que le socialisme à l'Est protégeait non seulement les travailleurs de ces pays de l'exploitation capitaliste, mais que le socialisme là-bas aidait, par sa simple existence, les ouvriers de chez nous à limiter leur exploitation.

Les «envahisseurs» blancs...

Pour profiter des bas salaires, les puissances impérialistes investissent à présent trois milliards de dollars par an dans la zone Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie. (112) La destruction de leurs marchés traditionnels en Union soviétique pousse les pays de l'Est à exporter... vers la Communauté européenne. Normal, on leur a fait croire que là-bas règne la «liberté». Mais la Communauté, cette furie de la «liberté», n'a pas tardé à protéger ses marchés en limitant fortement les importations d'acier, de textiles, de produits agricoles, de tubes de télévision et de ciment... Bref, la moitié des exportations des pays de l'Est sont soumises à des restrictions. (113)

A l'Est, nous avons une belle expression de cette vérité: la destruction du socialisme a aiguë toutes les contradictions du monde impérialiste et provoquera de grands bouleversements dans toute l'Europe. L'impérialisme a fait miroiter devant ces peuples un bien-être accru... mais leur production s'effondre. L'impérialisme leur a promis des investissements pour les aider à créer des économies «performantes»... mais les capitaux investis restent marginaux. «Il faut que la Communauté européenne démantèle complètement ses barrières pour les importations venant de l'Est, si l'Europe de l'Est veut devenir un aimant pour le capital privé international», écrit la Morgan Company. (114) Liberté? Mais ces importations détruiront encore plus d'emplois en Europe occidentale! Et voilà qu'autre vérité amère surgit: s'il n'y a pas d'investissements et si la situation continue à se dégrader à l'Est, par centaines de milliers, les hommes qu'on a drogués avec les chimères de Dallas et Dynasty, «envahiront» la Communauté. «Si l'Est ne peut pas exporter des choses dans la Communauté, il enverra des hommes», écrit The Times. (115)

Dans toute l'Europe occidentale, les nazis mènent des campagnes racistes contre les immigrés arabes et turcs. Bientôt, les «ennemis» qui nous «envahissent» changeront de couleur. Ce seront principalement des Polonais, des Slovaques, des Roumains; les ennemis seront des «Blancs», des «frères

de la civilisation chrétienne!»! Sociaux-démocrates et écologistes ont applaudi les efforts pour «libérer» ces hommes du communisme. Mais si, par centaines de milliers, ces hommes «libres» prennent «la liberté» de se rendre en Occident, nos partisans de la libre entreprise tireront dessus et les morts seront bien plus nombreux qu'au Mur de Berlin.

Guerre entre capital et travail

Ainsi, dans le monde entier, la guerre de classe entre capital et travail s'aiguise; en même temps, le capital manie les armes de la compétitivité, du racisme et du nationalisme pour exciter les ouvriers à se faire la guerre entre eux. Chaque entreprise est désormais liée au marché mondial et chaque ouvrier ressent donc directement, dans sa vie, les effets de la politique internationale. Pour la première fois dans l'histoire, le capitalisme tend à former un système réellement mondial; les crises qui le secouent se font sentir désormais au niveau planétaire et le combat anticapitaliste acquiert une nouvelle dimension internationale.

La contradiction fondamentale du capitalisme que Marx a révélée, dévoile aujourd'hui toute sa signification. La production sociale a pris des dimensions planétaires et elle s'effectue par une force de travail collective gigantesque. Mais cette production sociale reste dirigée par les intérêts privés d'une classe possédante, les résultats de cette production sont la propriété privée des capitalistes. La soif du profit maximum pour une petite classe d'exploiteurs rend impossible la simple survie de centaines de millions d'êtres humains et plonge les autres travailleurs dans des conditions de travail et de vie inhumaines. Voilà pourquoi ce système doit sauter de l'intérieur sous l'influence des crises dévastatrices qu'il ne cesse de provoquer et sous la pression des masses qui ne peuvent plus en supporter ses horreurs.

La guerre entre les USA, le Japon et l'Allemagne

Mais entre les trois grandes puissances économiques aussi se préparent des guerres économiques, commerciales et financières qui peuvent aboutir à la guerre tout court. La liberté du commerce a toujours été l'arme dont les capitalistes les plus forts se servent pour achever leurs concurrents. Aujourd'hui, l'impérialisme impose la liberté du commerce aux pays du tiers monde qui voient leurs industries nationales ébranlées et démantelées. En revanche, il n'y a pas de liberté pour les importations dans les pays impérialistes. Celles-ci sont de plus en plus soumises à des réglementations, à des conditions, à des barrières en tout genre. Devant des marchés internationaux peu élastiques, le Japon, les Etats-Unis et la Communauté européenne se livrent bataille avec deux armes: la protection de leurs propres marchés et l'effort de conquête des marchés étrangers, soutenu par l'Etat. Il est significatif que Bush attaqua la Communauté européenne en ayant recours au langage de la guerre froide: il dénonça «le rideau de fer du protectionnisme communautaire».

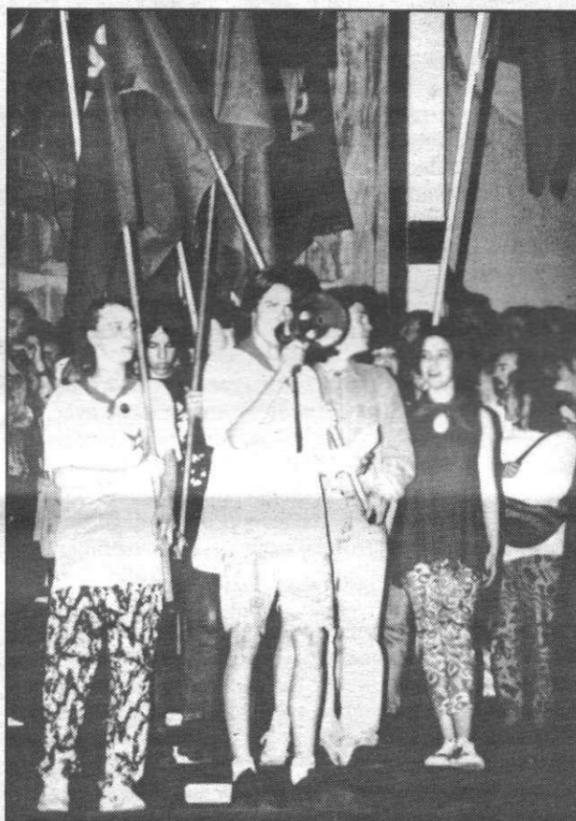
On voit le monde capitaliste se diviser en trois blocs relativement fermés où dominent respectivement le Japon (l'Est Asiatique avec l'Asean), l'Allemagne (la Communauté et l'Europe de l'Est) et les Etats-Unis (la zone Mexique - USA - Canada). La force de frappe que chaque puissance développe à l'intérieur de sa zone sert à redoubler ses attaques sur les marchés extérieurs. En cas de crise mondiale, le scénario d'une nouvelle guerre de dimension internationale est déjà esquissé. En cas de crise majeure, les grandes puissances impérialistes défendront leurs parts du marché mondial, non plus avec l'arme de la compétitivité, mais avec les armes tout court. L'aboutissement de la bataille de la compétitivité, c'est la bataille militaire. Le capitalisme porte en lui la guerre, comme le nuage porte la pluie. Le capitalisme est un système barbare et meurtrier et lutter contre les véritables fauteurs de guerre, c'est lutter contre les multinationales.

Faiblesse stratégique de l'impérialisme

La situation internationale actuelle présente certaines ressemblances avec celle prévalant au cours des années 1900-1913, lorsqu'une puissance impérialiste plus dynamique et mieux organisée, l'Allemagne, allait à l'assaut des marchés mondiaux, dominés jusqu'alors par la seule superpuissance, l'Angleterre. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui affrontent deux rivaux plus dynamiques et mieux organisés, le Japon et l'Allemagne.

Néanmoins, la situation d'ensemble dans le monde est fondamentalement différente: l'état des puissances impérialistes est plus précaire, l'éveil et la force des Etats et des peuples du tiers monde se trouvent à un niveau infiniment plus haut, et même la conscience des travailleurs des pays capitalistes est plus développée.

Roland Leuschel, analyste de la BBL, déclare: «Au plan mondial, nous n'avons jamais été aussi près d'une crise comme celle des années trente». «En fait, cela pourrait être pire, car les gens n'y sont pas préparés». (116)



Rebelle s'apprête à déferler par les deux entrées vers la scène pour la clôture du meeting. «Depuis le début de l'année scolaire, 1.416 jeunes ont pris contact avec Rebelle. 750 étudiants ont pris contact avec MML. La situation sans issue du capitalisme offre de grandes possibilités aux communistes qui, seuls, défendent une alternative.»

L'impérialisme japonais a une très grande force industrielle et commerciale: en 1993, sa balance commerciale enregistrera un excédent record de 135 milliards de dollars, alors que les Américains auront les yeux braqués sur un déficit de 110 milliards. (117) Le Japon a été, au cours de la décennie passée, le plus grand exportateur de capitaux. Début 1990, la bourse japonaise comptait 38 % de toute la capitalisation boursière du monde. Depuis, elle a réalisé une chute libre et perdu 60 % de sa valeur, c'est-à-dire 2.000 milliards de dollars: autant que la valeur de toutes les actions européennes cotées en bourse! (118) Ce chiffre nous donne une idée des violentes secousses financières qui peuvent ébranler en quelques jours le monde entier. En plus, la très grande dépendance du Japon par rapport aux marchés d'exportation et à l'importation des matières premières, le rendent très vulnérable en cas de conflit mondial. (119)

Quant aux Etats-Unis, ils plient sous 1.000 milliards de dollars de dettes extérieures nettes, leur infrastructures sont en mauvais état, 30% des jeunes ont un niveau d'éducation sous-développé, 30% de la population sont frappés par la pauvreté et l'exclusion sociale. (120) Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de guerroyer dans le monde entier comme seule superpuissance militaire.

La grande bourgeoisie européenne rêve d'un marché européen incorporant les autres pays capitalistes (l'AELE), les pays de l'Est et la Turquie, en tout 900 millions d'hommes. (121) Mais l'hégémonie allemande fait déjà craquer l'édifice des Douze. La victoire «historique» sur le socialisme peut se retourner comme un boomerang: les crises, déstabilisations et guerres civiles à l'Est peuvent ébranler la stabilité en Europe occidentale même.

Il a fallu un effort gigantesque de tout le monde impérialiste et de ses alliés pour détruire un pays moyen du tiers monde de 16 millions d'habitants, l'Irak. La guerre contre l'Irak était un crime barbare, mais ce crime a montré aussi la grande faiblesse de l'impérialisme. L'Irak se tient toujours fièrement debout.

Brandir notre drapeau rouge

Il y a quatre ans, on nous sermonait jour après jour sur l'échec historique du marxisme-léninisme. L'idéologie bourgeoise, cette idéologie creuse, moralisante, obscurantiste, faite de mensonges et de démagogie, cette vieille «cuisine du cœur» réchauffée par les sociaux-démocrates, les libéraux, les cléricaux et les fachos serait le pain spirituel de l'humanité jusqu'au jour de l'apocalypse. Eh bien, ces quatre dernières années, cette idéologie bourgeoise invincible, elle a servi à assaisonner le chômage accru et le démantèlement social, le racisme et la répression, le fascisme et la guerre. Tous les événements des quatre dernières années confirment de façon éclatante la vérité du marxisme-léninisme, science

de la lutte pour le socialisme. De cette expérience des quatre années passées, les communistes doivent puiser une plus grande fierté et une plus grande confiance dans l'avenir socialiste de l'humanité. Ceux qui, sous l'intimidation des anticommunistes, ont lâchement mis leur drapeau en poche, doivent retrouver le courage de le sortir et de le porter haut.

Heureusement qu'il y a encore de vrais communistes!

Oui, il faut brandir le drapeau rouge du socialisme et du communisme, partant de la claire conscience que le monde est entré dans une nouvelle époque. Jusqu'à la mort du camarade Staline en 1953, le socialisme était à l'offensive dans le monde entier. Le traître Khrouchtchev a entamé un processus de démantèlement du socialisme et de contre-révolution, processus achevé par Brejnev et Gorbatchev. Mais la restauration d'un capitalisme sauvage à l'Est se produit au moment où l'impérialisme mondial est déjà entré dans une crise économique, politique et morale extrêmement grave. Depuis la disparition du socialisme à l'Est, toutes les contradictions du monde impérialiste s'aiguisent avec une rapidité époustouflante. Les impérialismes américain et européen recourent à l'ingérence et à la terreur, mais ils maîtrisent de moins en moins les différentes forces économiques et politiques qui se développent sur la scène internationale. Nous entrons une nouvelle époque où toutes les contradictions du monde capitaliste éclateront, comme elles le firent entre 1905 et 1919, puis en 1929 - 1945.

Il faut le crier haut et fort: contre l'exploitation et l'oppression, contre le racisme et la misère, contre le fascisme et la guerre: heureusement, il y a encore de vrais communistes! Pour les pauvres, pour les exploités, pour les travailleurs, la vérité et l'avenir se trouvent dans le marxisme-léninisme, dans le socialisme. C'est à chacun de nous d'étudier avec tout le sérieux nécessaire le marxisme-léninisme et de l'appliquer dans les luttes au sein des masses populaires. Par l'expérience amère, l'humanité sera obligée de rompre les chaînes de l'impérialisme et du capitalisme. L'échec temporaire du socialisme à l'Est contient des leçons importantes pour les révolutions à venir. Nous devons nous armer avec une conviction socialiste inébranlable, avec une détermination de servir la lutte de classe jusqu'au bout, avec un idéal noble au service des masses exploitées et opprimées. Le combat pour le socialisme est une lutte historique et mondiale. Elle peut durer une génération ou cinq générations; et même après l'instauration du socialisme, la lutte continuera pendant de nombreuses générations pour le défendre et le perfectionner. La lutte pour le socialisme que mènent les communistes d'un pays donné, apporte une aide et un soutien aux autres peuples en lutte. En Belgique et en Europe, notre lutte pour le socialisme sera encore longue, mais une lutte communiste conséquente menée aujourd'hui, apporte une aide considérable à ceux qui, de Cuba à la Corée et à la Chine, construisent déjà le socialisme, à ceux qui mènent des luttes révolutionnaires d'envergure pour l'indépendance et le socialisme, des Philippines aux Indes, de la Palestine à l'Afrique du Sud et au Pérou.

Les travailleurs ont perdu 650 milliards par an!

Dans toutes les luttes quotidiennes, nous gardons les yeux braqués sur le socialisme comme seule issue, sur le pouvoir des travailleurs, sur une économie collectivisée et planifiée. Seuls ceux qui sont fermes dans leur détermination anticapitaliste et socialiste, peuvent lutter de façon conséquente pour les revendications immédiates des masses. Ceux qui s'abandonnent au pessimisme et au défaitisme, ceux qui croient que le capitalisme est éternel comme le bon Dieu, n'ont pas la volonté ni le courage de lutter pour les besoins pressants des masses.

Ils nous disent: le moment est difficile, il faut se modérer, la collaboration de classe est incontournable pour sauver l'essentiel. Ils nous le disent depuis au moins douze ans, pendant lesquelles ils ont sonné la démobilisation dans toutes les grandes luttes de masse. C'est ainsi qu'ils ont livré des masses importantes de travailleurs au désespoir et à l'idéologie de l'extrême droite.

Mais qu'est-ce que cette collaboration de classe et cette démobilisation ont rapporté depuis 1981? Les chômeurs, les sans travail et les statuts précaires ont continué à augmenter en flèche pour atteindre 1,05 million d'hommes et femmes. En 1981, les salariés et allocataires sociaux recevaient 79% du Produit National Brut. En 1991, ils ont perdu 5% du PNB. En dix ans de sacrifices, imposés par des gouvernements à participation sociale-chrétienne, libérale, nationaliste et sociale-démocrate, les travailleurs ont ainsi perdu 650 milliards de francs par an! En 1981, certains progressistes nous disaient: le vrai choix de société est entre le modèle Mitterrand et le modèle Thatcher. En France, on a choisi Mitterrand, on a eu Thatcher. En Belgique, depuis 1988 nous avons choisi Tobback et Spitaels, nous avons eu Thatcher et Thatcher. Et nous avons perdu 650 milliards par an!



Action de Médecine pour le Peuple contre le démantèlement de l'assurance-maladie devant le cabinet du ministre Moureaux: «Le PTB a formulé un excellent programme de lutte qui rapporte 430 milliards par an, permet d'alléger la dette de l'Etat et de sauver la sécurité sociale».

Quatre mythes pour briser les luttes

En effet, dans le mouvement ouvrier et syndical, nous voyons se développer toute une mythologie de la soumission au capital.

La mythologie de la compétitivité: une mise à jour du solidarisme des années trente, les ouvriers derrière leurs patrons pour vaincre, ensemble, les capitalistes concurrents. La mythologie de l'Europe: aider le grand capital à prendre des dimensions européennes pour qu'il puisse viser l'hégémonie mondiale - espérer que les travailleurs pourront tirer quelques avantages du renforcement de leurs patrons.

La mythologie du nationalisme et du séparatisme: diviser les travailleurs de la Belgique, les enchaîner derrière «leurs» patrons flamands et wallons, empêcher toute lutte de classe d'envergure nationale.

La mythologie de l'anticommunisme: rien d'humain ne peut exister en dehors du capitalisme, le socialisme est une utopie criminelle.

Toutes ces mythologies font continuellement appel à l'irrationnel et à la démagogie. Se rappelle-t-on qu'en 1989, certains dans les milieux syndicaux faisaient grand cas du rapport Cecchini qui «prouvait» que le marché unique de 1993 allait créer 6 millions d'emploi? Se rappelle-t-on que la direction du PS a pris en 1960 la voie néfaste du nationalisme réactionnaire en proclamant qu'une Wallonie «maître de soi» prendrait des mesures anticapitalistes radicales que «les Flamands» empêchaient de réaliser? Le système capitaliste mondial craque, ses défenseurs veulent empêcher les masses d'en faire une analyse objective et lucide; dans un système capitaliste à la dérive, on veut affoler les travailleurs par des mythes, par l'irrationnel et la démagogie. Toutes ces mythologies ont une fonction sociale précise: empêcher toute prise de conscience socialiste et révolutionnaire, briser les luttes. Ceux qui se laissent droguer par ces mythologies, suivent aveuglement la logique infernale du grand capital, ils foncent tête baissée dans une direction où le fascisme et la guerre les attendent au tournant.

Plus de courage, plus d'activité, plus de bras!

Face à la désorganisation, la démobilisation et la division, un seul parti reste comme une ancre pour tous les travailleurs

qui veulent résister et lutter pour une autre société: le Parti du Travail de Belgique.

Cette dernière année, des milliers de travailleurs et de syndicalistes nous ont fait connaître leur sentiment: «C'est grâce au travail d'analyse approfondie du PTB et à son programme de lutte radical et concret que nous avons gardé courage et confiance dans un avenir socialiste». Plusieurs milliers de travailleurs ont apprécié les trois documents essentiels de notre parti: le livre «La Société Générale» qui analyse le capitalisme belge, le livre «Le Temps travaille pour nous», qui analyse en profondeur la crise et la stratégie syndicale et enfin la brochure «Y en a marre des tunnels!» qui dissèque les mesures gouvernementales et présente une alternative.

Les camarades qui ont diffusé largement ces documents essentiels et qui les ont discutés sérieusement avec les travailleurs, ont récolté des résultats remarquables. Mais il y a toujours quelques camarades qui se laissent intimider et paralyser par l'arrogance stupide des anticommunistes. Nous avons les témoignages de beaucoup de syndicalistes qui viennent nous voir, parfois en cachette, pour exprimer leur reconnaissance pour les analyses et les propositions sérieuses contenues dans ces documents.

Mais un tel progrès dépend du courage, de l'activité intense, du sérieux dans l'argumentation de chaque militant et sympathisant du PTB. Il faut le dire, il y a des cadres et des membres qui sont en retard sur l'accélération des événements à laquelle nous assistons. De plus en plus de gens se rendent compte que le monde, l'Europe et la Belgique sont à un tournant de l'histoire, qu'il est urgent de s'engager et de s'organiser. Ces gens ont le droit d'entrer aussi vite que possible au Parti. Il faut critiquer sérieusement l'opportunisme qui cultive la passivité et empêche des gens combattifs d'entrer au Parti et d'y accomplir leur part du travail commun. Notre parti a aujourd'hui une unité idéologique et politique qui contraste fort avec la pagaille et les magouilles régnant dans tous les partis bourgeois. Nous disposons de bons instruments de travail politique. Nous devons remettre en honneur les méthodes éprouvées de la critique et l'auto-critique, de la lutte entre les deux lignes pour que chaque cadre et chaque membre progresse politiquement, développe ses liens avec les masses et soit plus efficace.

Le seul programme alternatif

Notre parti a formulé un excellent programme de lutte que de plus en plus de travailleurs considèrent comme la seule alternative sérieuse. Ce programme, il faut le diffuser partout, à des centaines de milliers d'exemplaires, le discuter jour après jour.

1. Faites payer les rentiers. Un impôt de 2% sur les fortunes personnelles dépassant 20 millions. Cela concerne les 5% de ménages les plus riches. Cela rapporte 100 milliards.
2. Augmenter les impôts des sociétés. Ramener le taux effectif d'impôt des sociétés à 40%. En 1979, le taux était 44%. Cela rapporte 130 milliards.
3. Faites payer les banquiers. 2.500 milliards de la dette à long terme de l'Etat doivent être transformés en prêt obligatoire à un taux réduit, 2% au-dessous du taux de marché. Cela rapporte 50 milliards.
4. Taxer le capital autant que le travail. Actuellement, les revenus sous forme d'intérêts et de dividendes sont moins taxés que ceux du travail. Changer cela rapporte 100 milliards.
5. Justice fiscale. Rétablir la progressivité de l'impôt des personnes. Des taux allant de 20% à 90% pour la tranche au-dessus de 3.500.000 F, avec un minimum imposable de 260.000 F.

Pour rendre ces mesures possibles, il faut nationaliser et fusionner les banques, lever le secret bancaire et instaurer un cadastre des fortunes.

Ce plan rapporte 430 milliards et permet d'alléger la dette de l'Etat et de sauver la sécurité sociale.

Pour les travailleurs et les allocataires sociaux, le PTB défend quatre revendications essentielles

1. Semaine de 32 heures avec embauche et refus de toute forme de flexibilité.
2. Droit individuel aux allocations complètes de chômage ou d'invalidité, sans limitation dans le temps.
3. Financement de la sécurité sociale selon le principe de la loi Dhoore de 1981, basé sur un financement en fonction des besoins; médecine gratuite.
4. Pour le maintien des services et des entreprises publics, contre toute forme de privatisation.

Dans le domaine de la défense de la démocratie, nous mettons en avant deux mots d'ordre.

1. Droits politiques et sociaux égaux pour les immigrés par l'octroi automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour.
2. Défense intégrale du droit de grève, contre toute intervention de la justice, limitant le droit de grève comme au dix-neuvième siècle. Interdiction de licencier les délégués, y compris les délégués syndicaux, réintégration des délégués licenciés.

Un travail de conscientisation opiniâtre

Chaque point de notre programme de lutte correspond à un des besoins vitaux des travailleurs et peut susciter l'adhésion de centaines de milliers de personnes. Chaque point doit devenir l'objet de campagnes d'explication qui dureront plusieurs années, jusqu'à ce qu'il entre dans la conscience quotidienne des masses. Chaque revendication doit être un levier pour organiser des gens pour un travail permanent. Nous devons nous accrocher aux revendications essentielles pour faire un travail de conscientisation et d'organisation opiniâtre. De cette façon, dans le climat ingrat qui caractérise les pays impérialistes, les communistes peuvent gagner la confiance des masses et des progressistes. L'ampleur qu'a prise la campagne Objectif 479.719 - Objectif Droits Egaux nous donne des leçons précieuses. La campagne a été lancée sur un mot d'ordre précis et concret qui peut avoir l'adhésion de tous les démocrates et même de personnalités appartenant à la bourgeoisie. Nous avons mis toutes nos forces au service de cette campagne. Mais il faut dire que certains de nos militants avaient été gagnés par le scepticisme et le pessimisme et qu'ils ont pu s'inspirer de l'activité débordante de jeunes de toutes tendances.

Fascisme et trotskisme

Lorsque les communistes sont les seuls à lutter de façon conséquente pour une revendication élémentaire commune à tous les progressistes et démocrates, nous voyons que les fascistes se déchainent et hurlent à la «manipulation» par les communistes. Et le Vlaams Blok y va de son paternostre habituel de l'intoxication: ces gens du PTB suivent Staline, Pol Pot, Sendero et Saddam Hussein. Ce sont les quatre Draculas, les quatre épouvantails qui doivent empêcher toute réflexion. Cette tactique est utilisée aujourd'hui par les services secrets occidentaux de par le monde. Avant l'assassinat de Chris Hani, un journal anglais titrait: «Chris Hani, le Saddam Hussein de l'Afrique du Sud». Après son assassinat, un journal trotskyste titre: «Hani, un stalinien vicieux».

solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB ★

Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion,
Bd Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles

Gratuit

Abonnement à l'essai

Nom:

Adresse:

Commune:

Code postal:

Age:

Entreprise/Ecole:

Désire recevoir gratuitement et sans engagement un abonnement à l'essai à Solidaire (5 numéros)

Demande d'abonnement

Désire s'abonner tout de suite (voir les conditions en p.2).
Prière de m'envoyer les formulaires nécessaires. 837

solidaire

Rédaction et administration:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles.
02/513.66.26 Fax: 02/513.98.31

Solidaire-Promotion:
Bd M. Lemonnier 171 boîte 10, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.66.26.
Compte en banque: 001-0728997-21
Compte-chèque postal (pour l'étranger) 000-1666959-14

Editeur responsable:
Marie-Rose Eligius, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

TARIFS D'ABONNEMENTS	1 an	6 mois	3 mois
Abonnement normal en Belgique	1600 BEF	850 BEF	425 BEF
Tarif spécial pour étudiants, chômeurs, jeunes (-18 ans), +60 ans (*)	1200 BEF	650 BEF	325 BEF
Abonnement de soutien en Belgique	3000 BEF	1500 BEF	750 BEF
Abonnement Europe	1950 BEF	1000 BEF	550 BEF
	340 FRF	175 FRF	95 FRF
Abonnement en dehors de l'Europe (par avion)	2750 BEF	1400 BEF	750 BEF
	475 FRF	240 FRF	130 FRF
Supplément pour envoi sous enveloppe (**)	200 BEF	100 BEF	50 BEF
	36 FRF	18 FRF	9 FRF

(*) Toujours ajouter une copie de la carte d'étudiant, carte de chômage ou carte d'identité. (**) Déjà inclus dans l'envoi par avion.

Adresses de contact du Parti du Travail de Belgique (PTB)

■ Secrétariat national. Bd M. Lemonnier 171, boîte 2, 1000 Bruxelles 02.5137760 ■ Secrétariat national Rebelle. Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles 02.5131095. ■ Anvers. Mutsaertstraat 21, 2000 Antwerpen 03.2252893. ■ Bruges. Ezelsstraat 36, 8000 Brugge 050.334207. ■ Bruxelles. Bd M. Lemonnier 171 boîte 2, 1000 Bruxelles 02.5137760. ■ Charleroi. BP 1692, 6000 Charleroi 071.324565. ■ Courtrai. Veldstraat 214, 8500 Kortrijk 056.217530. ■ Deurne. Sint-Rochusstraat 59, 2100 Deurne 03.3223027. ■ Gand. Zondernaamstraat 50, 9000 Gent 091.243901. ■ Genk. Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk 089.362890. ■ Hasselt. Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, 011.210311. ■ Herstal. Rue de l'Economie 34, 4040 Herstal 041.647333. ■ Hoboken. Oudestraat 37, 2660 Hoboken 03.8280243. ■ Liège. Chaussée des Prés 19, 4020 Liège 041.439700. ■ Louvain. Naamsestraat 178 boîte 4, 3000 Leuven 016.239430. ■ Malines. Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen 015.420666. ■ St-Niklaas. Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas 03.7771588. ■ Seraing. Rue Camille Lemonnier 112, 4100 Seraing 041.377041. ■ Turnhout. Patrijzenstraat 22, 2440 Geel 014.586724. ■ Vilvorde. Spiegelstraat 15, 1800 Vilvoorde 02.2518869. ■ Zelzate. Groenplein 19, 9060 Zelzate. 091.449244.



Apothéose du meeting: «Il faut le crier haut et fort: contre l'exploitation et l'oppression, contre le racisme et la misère, contre le fascisme et la guerre: heureusement, il y a encore de vrais communistes!»

Des crapuleries pareilles ne sont ni accidentelles, ni innocentes. Bruno Kervyn, du soi-disant «Comité de défense des droits de l'homme au Pérou», qui a été pris la main dans le sac comme collaborateur des services secrets péruviens, et, par conséquent, de la CIA, écrit dans La Libre Belgique: «Chez nous, les frères des Sentiéristes et des Khmers Rouges sont les néo-fascistes et les maoïstes». (122) Tout dans cette phrase pue la CIA, dont le grand «truc» est de mettre sur le même pied fascisme et communisme. Nous retrouvons textuellement les mêmes thèmes de l'agitation d'extrême droite dans la presse des trotskystes belges. Ces organisations ont dégénéré depuis fort longtemps, infiltrées comme elles le sont de fond en comble par les services policiers. Si nous devons aider leurs membres honnêtes à ouvrir les yeux, nous devons nous montrer plus vigilants envers les menées occultes et les intrigues de leurs chefs qui agissent comme des anticommunistes professionnels. Les trotskystes s'agitent fébrilement pour unir des forces progressistes sur leur plateforme anticommuniste et policière. Le trotskyste Alain Tordeur cite Bruno Kervyn dans un article consacré au «caractère criminel de l'organisation mao-stalinienne Sendero Luminoso» et aux «pratiques meurtrières et crimes» de «Sendero, Saddam Hussein, Staline et Pol Pot» soutenus par le PTB. (123) On comprend encore mieux la véritable signification de toute cette agitation d'extrême droite, lorsqu'on lit le dernier journal patronal de Sabena qui traite de la grève des membres du personnel navigant et où il est question de «menaces inqualifiables de quelques grévistes terroristes!» (124)

Ces intoxications anticommunistes sont seulement un signe que la bourgeoisie commence à perdre la confiance des masses. Le dégoût que nous inspirent ces magouilles et mensonges, doit nous renforcer dans notre décision à travailler plus opiniâtement, plus consciencieusement au service des masses populaires.

De bons résultats

Il faut le répéter: la situation sans issue du capitalisme offre de grandes possibilités aux communistes qui, seuls, défendent une alternative. De plus en plus de gens sont dégoûtés des magouilles des partis bourgeois. Cela se traduit en chiffres.

Depuis le début de l'année scolaire, 1.416 jeunes ont pris contact avec Rebelle. 750 étudiants ont pris contact avec MML, notre organisation étudiante. Lors d'élections ici à l'université VUB, nos candidats ont obtenu entre 10 et 18% des voix. A Gand, ils ont eu le soutien de 24% des électeurs. 1.459 personnes ont pris contact avec la Ligue Anti-Impérialiste. 135 personnes étaient présentes lors du week-end de Médecine pour le Peuple. En une année, le PTB a diffusé 1.340.000 tracts nationaux. La vente militante de Solidaire a augmenté de 20% par rapport à 1989. Les abonnements atteignent aujourd'hui un niveau record. Ces chiffres sont un encouragement pour ceux qui restent en arrière. Dans cette nouvelle époque de grands bouleversements dans le monde, chacun doit améliorer son étude du marxisme-léninisme, renforcer son travail dans les masses, se montrer partout plus actif, convaincre nos sympathisants de nous rejoindre dans

le parti. Comme le disait le camarade Mao Zedong, grand dirigeant du prolétariat international dont nous fêterons cette année le centième anniversaire de la naissance: il faut avoir confiance dans le Parti et il faut avoir confiance dans les masses.

Vive la révolution socialiste!
Vive l'Internationalisme prolétarien!
Vive le Parti du Travail de Belgique!

(1) NRC Handelsblad, 17 février. 1993; Financiële en Economische Tijd, 11 mars 1993; Podium: Schoktherapie; (2) Business Week, feb. 22, 1993, p.22; (3) Volkskrant, 3 avril 1993; Jeffrey Sachs: Rusland kan de spiraal...; (4) IHT, 1 jan.1993, p.1 et 4; (5) Le Nouvel Observateur, 22-28 avril 1993, p.12; (6) Echo, 10 fév. 1993; Le grand marché russe; (7) Echo de Russie, n° 4, juillet-août 1992, p. 3; (8) Le Monde, 16 décembre 1992, p.13; (9) Libre Belgique, 17 février 1992; (10) Nouvel Obs, 22-28 avril 1993, p.7; (11) The Guardian Europe, feb.12 - 1993, p.14-15; (12) Libération, 8 avril 1993, p.17; (13) Le Monde, 27 janvier 1993, p.1 et 4; (14) Auty Phillis: Tito, p. 238-239; (15) Interview avec Vladimir Dapcevic, Solidaire; (16) Yougoslavie: la revanche de l'Allemagne, dans Etudes marxistes, 4ème trimestre 92, p. 12; (17) Tito: L'Armée populaire, 21 décembre 1951, dans Questions actuelles du socialisme, n°10, 1952, p.85; (18) Directives du CC, dans Questions actuelles du socialisme, n°10, 1952, p.160, 161 et 145; (19) Race and Class, n° 48: The disintegration of Yugoslavia, p.55; (20) Djilas, Questions actuelles du socialisme, n° 14, octobre - novembre - 1952, Agence yougoslave, Paris pp. 2,5,18,35,36,30,37,44, 47; (21) Idem, p.44; (22) Race and Class, p. 69; (23) Race and Class, p. 69; (24) Documentation française: L'Europe centrale et orientale en 1991, p. 230; (25) Hérodote, n° 48, p. 117-118; (26) Elefterotyia, cité dans Courrier International, 4 février 1993: «Pour en finir une bonne fois pour toutes avec les mythes yougoslaves»; (27) Documentation française: L'Europe centrale et orientale en 1991, p.231; (28) Race and Class, p.61; (29) Race and Class, p.68; (30) Race and Class, p. 66; (31) Le Quotidien de Paris, le général Pierre Gallois, jeudi 28 jan 1993, p.4; (32) Gervasi, Covert Action, hiver 92-93; (33) Le Quotidien de Paris, le général Pierre Gallois, jeudi 28 jan 1993, p.4; (34) Alerte, n° 7, mars 1993, p.23-25; (35) International Herald Tribune, 9 juillet 1991, p.4; (36) 234 Documentation française: L'Europe centrale et orientale en 1991; (37) Gervasi, Covert Action, hiver 92-93; (38) Le Quotidien de Paris, le général Pierre Gallois, jeudi 28 janvier 1993, p.4; (39) NRC Handelsblad, 12 janvier 1993, professeur Cliquet, Gand; (40) Le Soir, Ivan-Zvonimir, propos recueillis par Iolanda Jaquemët; (41) Economie et politique, septembre 92, p. 18; (42) Tribune Juive, mars 93; (43) La Libre Belgique, 9 mars 1993; (44) Paris Edmond: Le Vatican contre l'Europe, Fischbacher, 1959, Paris, p. 237 - 240; (45) Raids, mensuel, Paris, février 1992, p. 30; (46) Vif-Express, 29 mai 1992, p. 16; (47) Gazet van Antwerpen, 10 juillet 1991: Libanese christelijke milities... (48) War Report, Londres, janvier 1993; (49) La Vie Internationale, 29 janvier 1993: Le Triple Jeu de Tudjman; (50) Süddeutsche Zeitung, Jens Schneider, cité dans Courrier International, n° 118, p. 13; (51) International Herald Tribune, avril 23, 1993, p. 5; (52) The Times, 15 avril 1993: UN glosses over role of Croates; (53) Tudjman, Der Spiegel, 5 - 1993, p. 130 - 131; (54) Domljan, Knack, 10 juin 1992, p. 57; (55) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 13 août 1992; (56) Süddeutsche Zeitung, Jens Schneider, cité dans Courrier International, n° 118, p.13; (57) Elefterotyia, cité dans Courrier International, 4 février 1993: «Pour en finir une bonne fois pour toutes avec les mythes yougoslaves»; (58) Dobrica Cosic, La Yougoslavie et la

question serbe, Ed. L'Age d'homme, Lausanne, p. 30; (59) Der Spiegel, 4 - 1993, p. 122-123; (60) Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 juillet 92; (61) Le Monde, 24 février p. 4; (62) Dialogue, n° 2-3, septembre 1992, pp. 41, 49; (63) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, septembre 1992 p.10; (64) Journal serbe indépendant Vreme, Filip Svarm, dans Courrier International, n° 124, 18 mars 1993, p. 25-26; (65) Muslims "slaughter their own people", by Leonard Doyle in New York Times; voir aussi Shannon Boyd, porte-parole de l'ONU, cité dans L'Événement du Jeudi, 4 mars 93; (66) International Herald Tribune, 14 septembre 1992 Yugoslavia: the worst case; (67) Journal serbe indépendant Vreme, Filip Svarm, dans Courrier International, n° 124, 18 mars 1993, p. 25 - 26; (68) Svebor Dizdarevic; Le Monde Diplomatique, mars 1993; (69) Die Zeit, article cité dans Le Courrier International, 15 avril 1993, p. 8; (70) Bild, 27 janvier 1993; (71) Le Quotidien de Paris, le général Pierre Gallois, janvier 1993, p. 4; (72) Die Tageszeitung, repris dans Courrier International, n° 115, 14 janvier 1993; (73) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, septembre 1992 p. 10; (74) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, janvier 1993, p. 10; (75) Cité dans Zeit, 2-1993; (76) Dragan Veselinov, VREME, Belgrade, cité dans Courrier International, 4 février 1993, p. 12; (77) Lénine, tome 22, p. 155; (78) Verreyken, Senaat, Beknopt Verslag, 3 juin 1992, p.306; (79) La Libre Belgique, 11 janvier 1993; (80) Trends, 27 juillet 1992; (81) De Standaard, 13 mars 1993; (82) Beknopt Verslag, 15 octobre 1991; (83) Le Soir, 11 août 1992; (84) Le Soir, 26 octobre 1992; (85) Courrier Otan, n° 6, décembre 1991, p. 4; (86) Le Monde Diplomatique, avril 1992, P-M de La Gorce, Washington et la maîtrise du monde, pp. 1 et 4; (87) Foreign Affairs, hiver 92-93, vol 71, n° 5. (88) P-M de La Gorce, Le Monde diplomatique, avril 1992, Washington et la maîtrise du monde p. 4; (89) Communiqué du North Atlantic Cooperation Council, 20 décembre 1991, USIS, embassy USA, Brussels, 23/12/91; (90) Communiqué du 17 décembre 1992, cité par P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, mars 1993, p. 4; (91) NRC, 9 avril 1993, Navo: mandag patrouilleren; (92) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, pp. 1 et 14; (93) idem; (94) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, mars 1993, p. 4; (95) Le Monde, 23 juin 1992, Mèlée transatlantique? (96) P-M de La Gorce, Le Monde Diplomatique, pp. 1 et 14; (97) Le Monde Diplomatique, novembre 1991, Washington s'assure la suprématie; (98) International Herald Tribune, 26 février 1993; (99) Lothar Rühl, Die Welt, 18 mai 1992, Genscher geht, die Aussenpolitik steht auf festem Boden; (100) Le Monde, 25 mai 1992, Une grande unité à vocation européenne; (101) NRC, 30 mars 1993, Militair korps met Duitsland; (102) Le Monde, 25 mai 1992; (103) Le Monde, 16 mai 1992, p. 5; (104) JP Morgan, World financial markets, septembre - octobre 1992, p. 7; (105) Business Week, 15 février 1993, pp. 24-25; NRC, 26 février 1993; (106) De Standaard, 26 mars 1993, Stress op werk; (107) Peter Praet, Le Soir, Eco-Soir, 11 décembre 1992, p. 8; (108) De Standaard, 18 mars 1993, Planbureau ziet nog... (109) Morgan, World financial markets, septembre - octobre 1992, p. 17; (110) Peter Praet, Le Soir, Eco-Soir, 11 décembre 1992, p. 8; (111) Business Week, 15 février 1993; (112) OCDE, Evolution dans certains pays en dehors de la zone de l'OCDE; (113) Business Week, 15 février 1993; (114) Morgan, World financial markets, septembre - octobre 1992, p. 8; (115) Times, 16 avril 1993, Europe's Eastern dilemma; (116) Roland Leuschel, De Morgen, 13 juin 1992; Roland Leuschel, L'Echo, 18 août 1992; (117) Der Spiegel, n° 12, 1993, p. 118; (118) Leuschel dans Trends, 28 mai 1992, p. 88) (119) Thurow, La Maison Europe, Calmann-Lévy, 1992, pp. 269-270; (120) Le Monde, 12 janvier 1993, Un entretien avec Helmut Schmidt; Thurow, pp. 173 et 276-277; (121) Thurow, p. 272; (122) La Libre Belgique, 19 février 1993; (123) Rood, 4 mars 1992, p. 17; (124) Sabena actualités, 17 avril 1993, p. 1.